

LE DEVOIR



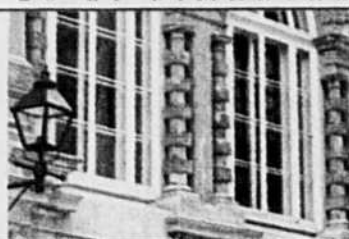
VOL. XC - N° 217

LES SAMEDI 25 ET DIMANCHE 26 SEPTEMBRE 1999

6 PAGES - 1,95 \$ + TAXES = 2,25 \$

ODILE TREMBLAY

**ZONE
DE TURBULENCE**
PAGE B 12



HABITAT
**VIEUX-MONTRÉAL:
QUAND LES PIERRES
BOUGENT**
PAGES C 9 À C 12



DANIEL PINARD
**DES NOUILLES,
ENCORE
DES NOUILLES**
PAGE C 14

PERSPECTIVES

Nécessaire culture

Au cours de ce week-end, et pour la troisième année, se tiennent au Québec les Journées de la culture. Des centaines d'activités sont proposées par différents organismes qui y recruteront peut-être un futur public de fidèles. Le pari est de rendre la culture aussi nécessaire que le pain et le beurre. *Le Devoir* publie aujourd'hui un cahier spécial sur ce thème dont traitent quelques publications récentes.

Le débat a toujours cours entre les tenants de la culture et ceux qui prennent parti pour les cultures. Matthew Arnold disait que la culture était une familiarisation avec «ce qui s'est dit et pensé de meilleur dans le monde... [et] avec l'histoire de l'esprit humain». C'était là sans doute la toile de fond des débats à la réunion convoquée par l'UNESCO à Oaxaca, en début de semaine; 18 pays ont tenté d'harmoniser leurs politiques culturelles.



Clément Trudel

La revue *Possibles* consacre son tout dernier numéro (vol. 23, n° 4) aux «nouvelles stratégies culturelles», prenant comme postulat que, «si jadis les pouvoirs publics établissaient les principales avenues en matière culturelle, ce n'est plus le cas aujourd'hui». On y rend compte de 60 centres d'artistes autogérés et de la dichotomie entre Montréal et les régions quant à la diffusion de la chanson d'expression française. Par ailleurs, dans le quartier de Pointe-Saint-Charles, des citoyens ont pris part à la renaissance de Muse-Art (1990-95), un organisme sans but lucratif qui aura permis la création d'œuvres collectives et d'événements comme *Le Voyage immobile*. Malgré son succès, Muse-Art, sous-financée mais porteuse de «fécondes potentialités», dut fermer boutique.

Ce numéro de *Possibles* sonne l'alarme pour l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et d'autres secteurs de Montréal où «l'accroissement de la pauvreté met en question l'accessibilité aux arts». On se prend à douter, malgré l'existence d'un comité culturel dynamique (L'Enfant et les arts), que l'on pourra satisfaire le jeune public si le bras de l'Etat, ou l'école, n'est pas présent.

Les tenants d'un retrait annoncé de l'Etat en matière culturelle ont de quoi se conforter en lisant le livre récent d'Esther Trépanier, professeure titulaire à l'UQAM. Il porte sur les artistes engagés de 1919 à 1939 (*Peinture et modernité au Québec*, éditions Nota Bene). Mme Trépanier évoque le souvenir de Norman Bethune, qui fut peintre amateur, et du Children's Creative Arts Centre (CCAC) que Bethune avait établi dans sa maison du Beaver Hall avant son départ pour l'Espagne en 1936. Fritz Brandtner et Marian Dale-Scott prirent le relais de ce centre modeste qui entendait amener à l'art des enfants de quartiers défavorisés. En 1937, à l'Exposition universelle de Paris, trois des six prix attribués à des dessins d'enfants allèrent à ces jeunes Montréalais travaillant sous la guidance de Brandtner.

Le CCAC fut de fait encouragé par le critique et peintre montréalais John Lyman, fondateur de la Contemporary Arts Society à laquelle participèrent notamment Borduas et Pellon, avant l'éclosion du mouvement automatiste, en rupture avec l'art figuratif et bourgeois.

Le clivage n'est pas nouveau entre les tenants d'un art teinté d'élitisme et ceux qui plaident pour la «démocratisation» de l'art. Léon Bernier, dans une communication à l'ACFAS (mai 1996) que reproduit le numéro de *Possibles* évoqué plus haut, attire l'attention sur l'ambiguïté qui entoure la «désacralisation» de l'art et de l'artiste; cela peut obliger l'artiste à «reconquérir et reconstruire chaque fois son public».

Dans une entrevue au *Devoir* (12 décembre 1998), le compositeur Mikis Theodorakis souhaitait garantir au peuple du temps libre; le prolifique compositeur grec

VOIR PAGE A 14: CULTURE

MÉTÉO



Montréal
Ensoleillé avec passages nuageux.
Max: 14 Min: 8

Québec
Éclaircies.
Max: 12 Min: 7

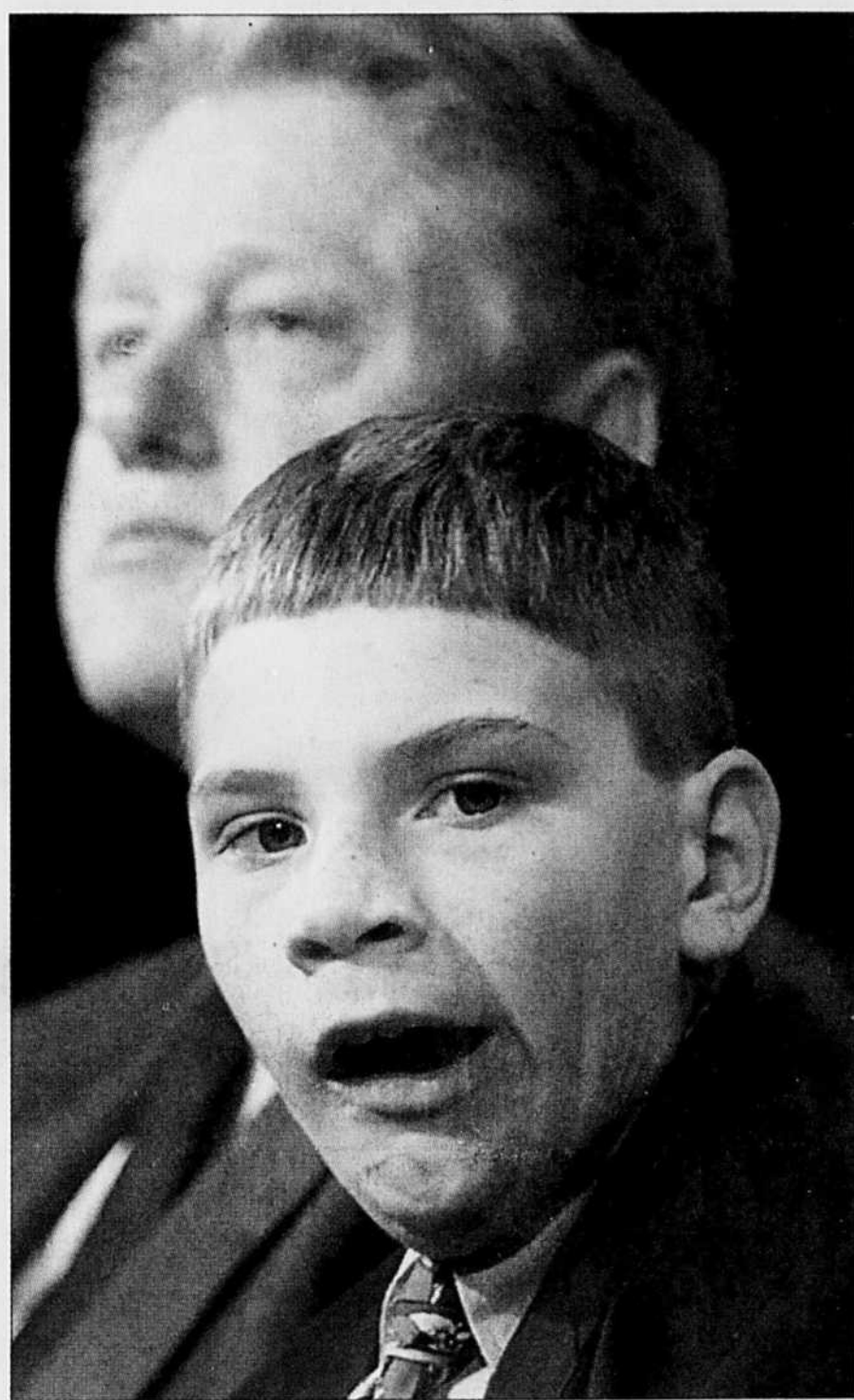
Détails, page A 9

INDEX

Annonces A 9 Livres D 1
Bourse C 8 Le monde A 11
Les Arts B 1 Les sports C 13
Avis publics C 4 Montréal A 5
Economie C 1 Mots croisés C 14
Editorial A 12 Politique A 6

www.ledevoir.com

Un besoin irréprensible



STEPHEN JAFFE AGENCE FRANCE-PRESSE

BRIAN KEANE, un enfant adopté âgé de onze ans, réprime avec une certaine difficulté un bâillement alors qu'il assiste en compagnie du président Bill Clinton à l'annonce de mesures incitatives pour favoriser l'adoption. M. Clinton a distribué, hier à Washington, des bonis de 20 millions de dollars américains à 35 États dont le système d'adoption a fait le plus de progrès.

Une PHOTO en mille mots

Le Devoir commence aujourd'hui la publication d'une série d'articles racontant l'histoire de huit photos. Huit photos qui ont été choisies sur la base d'un seul critère, celui d'être connues par la grande majorité des Québécois soit à cause de leur qualité propre, soit parce qu'elles ont été associées à des moments historiques, soit parce qu'elles ont fini par symboliser quelque chose d'important. Ces histoires, racontées par les photographes eux-mêmes, leurs sujets et d'autres observateurs, vous permettront peut-être de comprendre autrement ces images que vous aviez toujours cru connaître.

ÉRIC DESROSIS
LE DEVOIR

L'image de cette étreinte aérienne entre deux joueurs du Canadien demeure l'une des plus connues non seulement du hockey, mais du sport en général. Malheureusement, elle apparaît aussi aujourd'hui comme le témoin d'une époque largement révolue où la passion du hockey habitait encore les joueurs comme les amateurs.

Toutes les circonstances étaient réunies ce soir du 16

avril 1953 au Forum de Montréal pour faire l'événement. Le Canadien, qui n'avait pas gagné la coupe Stanley depuis 1946, menait les séries finales trois matchs à un contre Boston. Après trois périodes de jeu, le score est toujours de 0-0. Il ne faut toutefois qu'un peu plus d'une minute de prolongation au vétéran Elmer Lach pour rompre l'égalité et donner la coupe convoitée à son équipe.

Tous les photographes de presse attendent évidemment le but gagnant. Équipés de caméra Speed Graphic à

plaques, ils ne disposent par match que d'une réserve d'une vingtaine de photos. Autre contrainte, les flashes, que chaque journal a installés au plafond et le long des bandes de l'amphithéâtre mal éclairé, nécessitent une douzaine de secondes pour se recharger. Pour le plus grand malheur du photographe du quotidien *La Presse* Roger St-Jean, il tourne le dos au jeu au moment où est compté le but tant attendu.

VOIR PAGE A 14: PHOTO

Voie d'esquive vers l'école anglaise

Pour 5000 \$, l'enseignement public en anglais est accessible aux francophones

JEAN PICHETTE
LE DEVOIR

Il est possible pour tous les petits Québécois francophones de fréquenter l'école publique anglaise dès la deuxième année. La seule condition: avoir les moyens de fréquenter une école privée non subventionnée pendant une année, quitte à amortir le coût de cet enseignement sur toute la période pendant laquelle l'enfant fréquentera par la suite l'école publique anglaise.

Une proposition émanant du comté de La Pinière sera présentée au conseil national du Parti québécois, qui se tient aujourd'hui et demain à Drummondville, afin de

mettre fin à une telle pratique. Elle recommande «au gouvernement que les élèves qui font le choix de recevoir leur enseignement en anglais dans une école privée non subventionnée, échappant à la loi 101, auront l'obligation de fréquenter l'école française s'ils réintègrent le réseau public ou le réseau privé subventionné».

Au ministère de l'Éducation (MEQ), on reconnaît que le deuxième alinéa de l'article 73 de la loi 101 (Charte de la langue française) permet à un enfant ayant complété sa première année en anglais dans une école subventionnée d'obtenir un cer-

VOIR PAGE A 14: ESQUIVE

Le conseil national du Parti québécois

Promouvoir la souveraineté à l'aide des fonds publics?

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

Les angoisses de la ferveur souverainiste reviendront hanter le premier ministre Bouchard lors des assises du conseil national du Parti québécois, en fin de semaine à Drummondville.

En principe, il ne devait pas être ques-

tion de souveraineté à cette réunion. De la trentaine de résolutions émanant des comités et régions, aucune ne traite de l'option ou de sa promotion.

Mais en apprenant que l'exécutif national voulait faire amender le programme du parti pour prévenir que c'est seulement à

VOIR PAGE A 14: PQ

Lire aussi

- Il faut accélérer la francisation des entreprises, affirme le spécialiste Michel Grant, page A 8
- Robert Perreault veut hausser de 65 % l'immigration en provenance des pays francophones, page A 10

Une malchance transformée en bénédiction



La célèbre photo de Roger St-Jean croquée le 16 avril 1953: «Je me suis retourné pour voir Richard qui regardait comme s'il cherchait quelque chose ou quelqu'un.»

Vient de paraître au Boréal

ANDRÉ CARPENTIER
GÉSU RETARD

ROMAN • 256 PAGES • 22,95 \$

Boréal
Qui m'aime me lise

Dès samedi prochain!

Qui?

êtes-vous



**Une série de
reportages sur
les aspirations
et les espoirs
des Québécois**



**Tous les jours
du 2 au 9 octobre**

Un
rendez-vous
avec **votre
monde**

LE DEVOIR

• LE DEVOIR •

ACTUALITÉS

Réactions au projet Urgence 2000

Des questions pour la ministre Marois

JUDITH LACHAPELLE
LE DEVOIR

La semaine dernière, la ministre de la Santé et des Services sociaux, Pauline Marois, rendait publics deux rapports sur la situation dans les urgences. L'un d'eux, portant sur le projet Urgence 2000, propose une série de mesures à prendre pour éviter que ces soins de première ligne débordent et paralysent un hôpital. Une semaine avant la rencontre prévue entre la ministre et les partenaires du réseau, ces derniers livrent leurs premiers commentaires. Ils sont d'embellée positifs, même si un certain scepticisme règne.

«Pour une fois, on n'est pas le 10 février, en train de chercher vite vite des sous pour calmer la crise des urgences», lance la présidente de l'Association des CLSC et CHSLD, Andrée Gendron. «On se donne le pouvoir de trouver des solutions et des solutions plus globales.»

Parmi ces solutions, le rapport suggère entre autres de reconnaître le rôle des urgences dans le réseau de la santé et particulièrement au sein des hôpitaux, d'accroître la présence des CLSC au sein des hôpitaux et de reconnaître la spécialisation du personnel qui travaille à l'urgence. Celles-ci devraient également se munir de plans de débordement pour pallier les périodes de pointe prévisibles, comme la saison hivernale, avec les budgets nécessaires. La disponibilité constante des lits de soins à courte durée devrait également être une des plus hautes priorités des hôpitaux. Et dans la recherche d'une plus grande fonctionnalité des urgences, il faudrait faciliter l'accès aux technologies de pointe pour leur permettre de fonctionner 24 heures sur 24.

L'idée de mieux définir le rôle des CLSC et CHSLD pour prévenir la congestion enchante Andrée Gendron... à la condition que le ministère investisse aux bons endroits. «Il faut faire en sorte qu'on puisse augmenter le suivi à domicile pour ne pas que des personnes aient à se rendre à l'urgence», dit-elle. Le rapport mentionne que les personnes âgées, qui constituent une bonne partie de la clientèle lors des pics saisonniers dans les urgences, devraient être mieux prises en charge par les CLSC et CHSLD.

Mais pour que les CLSC et CHSLD épaulent efficacement les salles d'urgence, il faut leur donner les moyens, indique Andrée Gendron. Il faudrait ouvrir les CLSC sept jours sur sept, de six heures le matin jusqu'à minuit,

augmenter les effectifs médicaux, organiser un partenariat avec les cabinets privés, offrir des services sans rendez-vous... Des besoins également mentionnés dans le rapport Arpin sur la complémentarité des secteurs privé et public. «Quand les bonnes ressources sont utilisées au bon moment, il y a des économies dans le système», tranche Andrée Gendron.

Une des recommandations du rapport, celle de reconnaître la spécialisation du personnel qui travaille dans les salles d'urgence, est en voie d'être réalisée. Les médecins urgentologues verront leur spécialité reconnue cet automne. Une cinquantaine d'urgentologues seront désormais membres de la Fédération des médecins spécialistes. Le Dr Yves Dugré, vice-président de la FMSQ, souligne qu'en effet, l'urgence souffre d'un problème majeur de dysfonctionnement. «Dès que l'urgence s'hypertrophie, on atrophie les autres secteurs de l'hôpital, constate le médecin. Il y a un manque flagrant non seulement de personnel infirmier mais de brancardiers, d'employés de soutien et de locaux, puis qu'on utilise les corridors.» C'est bien beau, vouloir bénéficier d'un service de radiologie 24 heures, mais il faudra embaucher du personnel pour le faire fonctionner. «Si le radiologue lit des radiographies toute la nuit, il ne sera pas là le lendemain matin.»

Le président de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, le Dr Renald Dutil, est d'accord avec les orientations proposées dans le rapport mais reproche quand même une «vision très limitée» de la situation. «Ca concerne certaines grandes salles d'urgence montréalaises, mais on a oublié la réalité des hôpitaux plus communautaires, dont les besoins ne sont pas les mêmes.»

Normal que Le JdeM fasse mousser TQS, croit Péladeau

«J'ai cru comprendre que des gens se plaignent que les entreprises de Quebecor travaillent ensemble. Je trouve ça un peu ridicule [...].

MARIE TISON
PRESSE CANADIENNE

Le président et chef de la direction de Quebecor, Pierre Karl Péladeau, a défendu la collaboration qui existe entre les différents membres de l'empire Quebecor, comme Le Journal de Montréal et TQS.

Il a soutenu qu'il était ridicule de remettre en question cette coopération.

Dans une plainte envoyée la semaine dernière à un «comité de sages» nommé par le CRTC, le Syndicat des travailleurs de l'information du Journal de Montréal a fait état de pressions exercées par la direction de TQS pour avoir plus de couverture dans ce quotidien.

En août 1997, lors des audiences du CRTC sur l'acquisition de TQS par Quebecor, le syndicat et la Fédération professionnelle des journalistes du Québec avaient justement dit craindre de telles pressions. Le CRTC (Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes) avait ordonné la création d'un comité de sages pour garantir l'équilibre entre les deux membres de l'empire Quebecor.

«J'ai cru comprendre que des gens se plaignent que les entreprises de Quebecor travaillent ensemble, a déclaré M. Péladeau hier. Je trouve ça un peu ridicule parce que, si nous ne travaillons pas ensemble, sachez que les autres entreprises travailleront ensemble.»

M. Péladeau a fait ces commentaires en conférence de presse hier, à l'occasion de l'inauguration officielle du nouveau siège social d'Intellia. Il s'agit d'une autre société du groupe Quebecor, spécialisée dans les outils multimédias destinés au monde des affaires, comme les communications sur Internet et le commerce électronique (lire autre

texte en page C 5). M. Péladeau a insisté sur l'importance des relations entre les différents membres de l'empire.

«Chacun a son indépendance mais ne vit pas de façon autarcique, a-t-il déclaré aux journalistes. Il est important que chacun puisse bénéficier des forces de l'autre.»

Archambault

Il a cité le cas du tout nouveau site du magasin de livres

et de disques Archambault, une autre société de Quebecor. Intellia a travaillé à la conception du site, alors que TQS et les journaux Quebecor en ont fait la promotion. M. Péladeau a affirmé que le site Archambault se révélait déjà un succès. «On a vendu à trois clients en Californie des disques de Kevin Parent en format MP3», a-t-il déclaré.

M. Péladeau a indiqué qu'Imprimeries Quebecor pouvait bénéficier des aspects de haute technologie qu'Intellia pouvait offrir, tout comme Intellia pouvait profiter des relations établies avec les autres membres du groupe avec de grands clients.

Il a donné l'exemple de L'Équipe, un important quotidien sportif européen, client d'Imprimeries Quebecor. Ce journal, qui n'a pas de site Internet, vient d'apprendre qu'une organisation américaine lancera un site sportif sous le nom de SportNet France. Les responsables de L'Équipe se sont donc montrés intéressés à l'expertise d'Intellia.

«Ils vont être ici dans deux semaines pour qu'on puisse partager avec eux quelles sont les solutions qu'on peut leur offrir, a déclaré M. Péladeau. C'est une occasion de renforcer nos relations d'affaires.»

Lorsque Intellia a fusionné avec Socom, il y a un an, l'entreprise ne comptait qu'une cinquantaine d'employés. Elle en a maintenant 130 à Montréal et une trentaine d'autres dans ses bureaux de Toronto et de Seattle.



ARCHIVES LE DEVOIR

Pierre Karl Péladeau

EN BREF

Accalmie sur le front scolaire

(Le Devoir) — Le cycle des débrayages spontanés d'élèves du secondaire a marqué une pause hier. À Montréal, bien que quelques manifestations aient été signalées à différents endroits tôt le matin ainsi qu'en début d'après-midi, le Service de police de la communauté de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM) rapportait qu'aucune n'avait eu l'ampleur de celles qui ont fait rage en début de semaine et que toutes se sont dissipées rapidement. Cette accalmie faisait suite à l'arrestation par le SPCUM, la veille, de 270 élèves pour attroupement illégal et l'imposition à plusieurs d'entre eux d'une amende totale de 118 \$.

Trafic de reptiles

(Le Devoir) — Les ministères fédéraux de l'Environnement et du Revenu ont annoncé hier que deux personnes avaient écopé d'amendes s'élevant à 6500 \$ pour avoir importé et exporté illégalement des reptiles. Dale Hickson, de Windsor, en Ontario, a ainsi plaidé coupable d'avoir exporté illégalement 14 boas arboricoles de Madagascar, 19 tortues rayonnées et quatre pyxides arachnoïdes d'une valeur de plus de 67 000 \$. On lui a imposé une amende de 1500 \$. Deborah Abbott, de Vancouver, devra pour sa part payer 5000 \$ d'amende pour avoir fait entrer en contrebande au Canada 14 boas, 26 tortues rayonnées et six pyxides arachnoïdes d'une valeur totale de plus de 82 000 \$. En août de l'an dernier, les deux ministères fédéraux avaient mis en accusation cinq personnes soupçonnées d'être impliquées dans la contrebande internationale de reptiles. Le 30 juin dernier, un Torontois, Marc Lachaine, était aussi condamné à 4000 \$ d'amende en rapport avec cette affaire. Les espèces en cause sont protégées en vertu de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction.

Le Canada...



La négociation,
M. Bouchard,
c'est un droit!

on n'est pas des

PROS

SYNDICAT DE LA
FONCTION PUBLIQUE
DU QUÉBEC

La proche police : LA CULTURE DES POTES



On aimerait que la police soit à la fois très proche de la population, pour la comprendre, pour la servir et assez loin pour forcer le respect et éviter tout conflit d'intérêts. Que devient la police ? Qui la surveille ?



COMPRENDRE LE MONDE AUTREMENT
numéro 280 : septembre-octobre 1999

Aussi dans ce numéro :

ÉTIENNETTE DALLAIRE: ALMA MATER OU L'ÂME DU LAC

Un parcours peu commun, du cloître à la politique. Étiennette Dallaire est de toutes les causes au Lac St-Jean. "Elle est ma conseillère en matière de justice sociale. Lorsque j'ai besoin de savoir ce qui se passe sur le terrain, j'appelle Étiennette", dit le député bloquiste Stéphan Tremblay.



VAL ST-FRANÇOIS: AGIR DANS L'ILLÉGALITÉ... DU GOUVERNEMENT

Les opposants à la ligne Hertel-des-Cantons dressent un bilan de leur lutte. Ils ont gagné, mais la ligne est là pour rester. Une drôle de victoire.



LA GUERRE INVISIBLE DU SOUDAN

Depuis 1983, la guerre a fait 1,9 million de victimes. Quatre millions d'autres ont été déplacées. La famine, le pillage et la vente d'esclaves sévissent. L'histoire d'un conflit qui dure depuis 40 ans et du silence de la communauté internationale.



Disponible gratuitement dans plus
de 900 points de dépôt à travers le Québec
les kiosques à journaux, les bibliothèques,
les librairies et les organismes communautaires

Recto Verso

Tél. : 514-523-5998 • Télécopieur : 514-523-5812 • Courriel : vo@mtink.net

• LES ACTUALITÉS •

Pêche autochtone de homards

Ottawa demande aux pêcheurs d'être patients

CHRIS MORRIS
PRESSE CANADIENNE

St. Andrews, N.-B. — Malgré les protestations et les menaces des pêcheurs des Maritimes et de la Gaspésie, Ottawa n'a pas l'intention de mettre fin à la pêche hors saison pratiquée par les autochtones, à moins qu'il ne soit prouvé que les stocks sont menacés.

Le ministre fédéral des Pêches, Herb Dhaliwal, a déclaré hier à des représentants de l'industrie que le gouvernement tente présentement de comprendre les implications d'un jugement récent de la Cour suprême du Canada confirmant un droit ancestral de subsistance accordé en 1760 aux Micmacs et aux Malécites. M. Dhaliwal a invité les pêcheurs à faire preuve de bonne volonté et de patience, et ajouté qu'Ottawa sévira contre les pêcheurs autochtones si les stocks sont menacés.

La tension monte dans les communautés de pêcheurs de la Gaspésie, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard, où des autochtones pratiquent la pêche alors que la saison est terminée.

Dans la baie de Miramichi, sur la côte est du Nouveau-Brunswick, les

pêcheurs autochtones ont installé entre 1000 et 3000 cages à homards, même si la pêche commerciale a pris fin en juillet dans cette région.

La situation est identique sur le littoral sud de la Nouvelle-Écosse, et les pêcheurs commerciaux des deux provinces menacent de sortir leurs bateaux lundi et de lancer illégalement leurs filets. Le nouveau président du Conseil canadien des pêcheries, John Risley, a demandé personnellement au ministre Dhaliwal de régler la situation avant qu'elle n'échappe à tout contrôle et ne dégénère en violence.

M. Risley, qui dirige Clearwater Fine Foods de Bedford, en Nouvelle-Écosse, croit qu'Ottawa devrait songer à suspendre temporairement le jugement de la Cour suprême, recommandation qui a été faite par plusieurs groupes de l'industrie. Le ministre Dhaliwal précise que le gouvernement fédéral n'a pas l'intention de suspendre le jugement de la Cour suprême.

«Nous devons clarifier et comprendre ce qu'il [le jugement] signifie de la façon la plus expéditive possible», a-t-il indiqué.

Il a cependant réitéré que le gouvernement fédéral est prêt, si nécessaire, à faire passer la préservation des stocks avant les droits ancestraux des autochtones.

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

Ce n'est pas d'hier que les étudiants font la grève. Et les leaders étudiants universitaires montréalais des années 50, dont faisaient partie les Robert Bourassa, Hubert Aquin, Denis Lazure et Jacques-Yvan Morin, étaient beaucoup plus impliqués dans les projets de société qu'on ne le pense. En fait, la première journée de grève générale des étudiants québécois a été décrétée le 6 mars 1958 et visait entre autres l'abolition des frais de scolarité des étudiants.

C'est ce que retrace l'historienne Nicole Neatby dans son livre *Carabins ou activistes?*, sur le mouvement étudiant québécois des années 50, tout juste publié à la McGill-Queen's University Press.

Ironiquement, précise l'auteur, M. Bourassa était de ceux qui prônaient l'abolition des frais de scolarité dans les années 50. Pourtant, devenu premier ministre, n'est-ce pas lui-même qui en autorisait le dégel dans les années 80?

Dans un contexte différent de celui des années 60, où l'éducation était encore largement contrôlée par l'Eglise, les leaders étudiants des années 50 s'intéressaient au développement in-

ternational, cherchaient une discussion sur le contexte social et tentaient de défendre les intérêts spécifiques et distincts des étudiants «canadiens-français».

En entrevue, Mme Neatby raconte par exemple comment le futur ministre Denis Lazure, qui était très actif en tant que président de l'association étudiante, était allé cogner à la porte de Maurice Duplessis pour obtenir des fonds pour promouvoir la paix mondiale. Celui-ci lui avait répondu qu'il n'avait jamais voyagé de sa vie et que cela ne l'avait pas empêché de devenir premier ministre. De son côté, le futur écrivain Hubert Aquin professait que pour être un bon catholique, il fallait pouvoir discuter de notre foi, ce qui n'était pas nécessairement de mise dans les milieux religieux de l'époque.

Aussi, à titre d'exemple, les étudiants menaient entre autres une bataille pour l'accession de laïcs aux postes de professeur dans les collèges classiques.

«Plutôt que de miser essentiellement sur les sentiers battus de la réforme spirituelle individuelle, ces jeunes universitaires de tendance moderniste vont chercher à contrer les valeurs corrompues de leur société par la création d'un climat d'ouverture et de liberté d'expression,



ARCHIVES LE DEVOIR

Maurice Duplessis

dans lequel les intellectuels catholiques puissent discuter librement de toutes sortes de questions considérées comme tabous à l'époque. Autrement dit, ils veulent que les laïcs comme eux aient la liberté d'aborder des questions sur lesquelles les autorités religieuses ont jus-

qu'à présent exercé une censure», écrit Mme Neatby. Ainsi donc, le monopole des revendications étudiants ne revient pas aux seuls soixante-huitards, renvoyant leurs prédécesseurs au rôle d'étudiants fétards nourrissant exclusivement des ambitions individuelles.

«Une des grandes différences entre le mouvement étudiant des années 50 et celui des années 60, dit cependant Mme Neatby, c'est que dans les années 60, on est plus prêt à contester les autorités jusqu'au bout. Dans les années 50, s'ils s'opposent à certaines règles, les étudiants veulent toujours que l'on finisse par s'entendre.»

En épilogue de son livre, Mme Neatby raconte l'occupation du bureau du premier ministre de l'époque, Maurice Duplessis, durant trois mois par trois leaders étudiants, dont une future collaboratrice du *Devoir*, Francine Laurendeau, Jean-Pierre Goyer et Bruno Meloche. Cette occupation a pour but une réforme et un meilleur accès à l'éducation, et le premier ministre fait la source oreille. Les étudiants couronnent ainsi leur intégration aux mouvements d'opposition de l'époque, et leur alliance avec leurs aînés réformistes «désireux d'étendre le réseau de leurs adhérents», quelques années avant la Révolution tranquille.

Villa Maria



Le monde d'aujourd'hui a besoin de femmes de grande valeur, capables de relever les défis du XXI^e siècle. À Villa Maria, nous leur donnons des racines et des ailes.

SECTEUR FRANCOPHONE

Portes ouvertes : le 3 octobre 1999, de 13 h à 16 h
Examens d'admission : 1^{re} secondaire : le 23 octobre 1999
1^{re} à 5^e secondaire : le 20 novembre 1999

SECTEUR ANGLOPHONE

Portes ouvertes : le 17 octobre 1999, de 13 h à 16 h
Examens d'admission : 1^{re} secondaire : le 30 octobre 1999
1^{re} à 5^e secondaire : le 22 janvier 2000



Collège privé pour filles
Depuis 1884



4245, boul. Décarie, Montréal • (514) 484-4950

Les banques canadiennes sont prêtes pour l'an 2000

Vous vous demandez peut-être à quel point votre banque est prête à passer le cap de l'an 2000.

Les banques du Canada sont-elles prêtes pour l'an 2000?



Oui.



ASSOCIATION DES BANQUIERS CANADIENS
Pour mieux se comprendre

Ce qu'ont fait les banques

Les banques canadiennes ont évalué, mis à jour et effectué avec succès des vérifications approfondies et répétées de leurs systèmes pour s'assurer d'être fin prêts pour le passage à l'an 2000.

Ce à quoi vous pouvez vous attendre

Vous pouvez vous attendre à ce que les services bancaires, y compris les guichets automatiques bancaires, les systèmes de paiement par carte de crédit ou de débit et les services bancaires par téléphone ou par ordinateur continuent de fonctionner normalement au moment du passage à l'an 2000.

Ce que vous pouvez faire

Pour obtenir plus d'information, communiquez avec votre banque ou consultez le site Internet de votre institution financière. Et, si vous faites des transactions bancaires en direct, assurez-vous que votre ordinateur répond aux critères de passage à l'an 2000.

De plus, méfiez-vous des fraudes liées à l'an 2000. Soyez sur vos gardes si l'on vous téléphone et vous demande de l'information sur votre compte ou votre carte de crédit, ou encore si l'on vous offre de mettre votre argent en sécurité pendant le passage à l'an 2000.

Pour plus d'information

L'Association des banquiers canadiens a produit une brochure d'information pour vous aider à mieux comprendre les questions liées au passage à l'an 2000 et comment les banques canadiennes s'y sont préparées. Pour recevoir un exemplaire sans frais, appelez-nous au 1-800-263-0231 ou visitez notre site Web au www.cba.ca



ASSOCIATION DES BANQUIERS CANADIENS
Pour mieux se comprendre

Pour femmes

Pour hommes

Habits à partir de 299\$

Votre Nom

Laundry

Calvin Klein

Tombolini

Tombolini

Francesco Smalto

Calvin Klein

Nouveautés automne 99

doce doce
D-Anna UOMO

Pour Elle
277, av. Laurier O.
270-6154
Centre de Commerce Mondial
844-9125

Pour Lui
Centre de Commerce Mondial
281-7999
5107, av. du Parc (angle Laurier)
277-7558

LE DEVOIR MONTREAL

LAVAL

Projet d'un complexe commercial de 100 millions

Dix-huit salles de cinéma doivent être inaugurées dès l'automne 2000

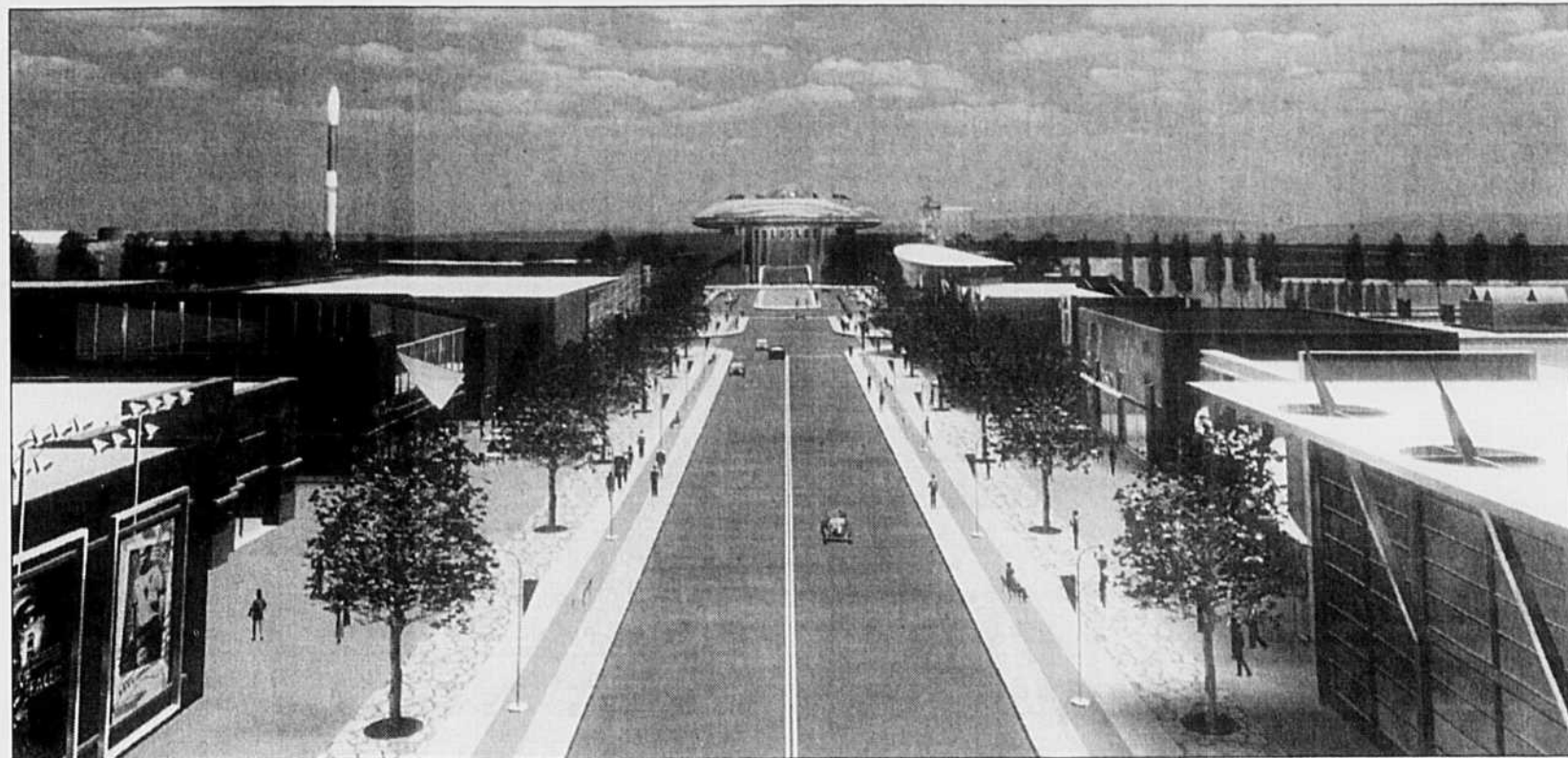
À en croire la société immobilière Ivanhoe, le Cosmodôme de Laval sera bientôt entouré d'un vaste complexe commercial et de divertissement d'une nouvelle ère. Au centre de ce projet d'une valeur totale de 100 millions financé entièrement à partir de capitaux privés trônera un cinéma de 18 salles aux allures de guerre des étoiles.

ÉRIC DESROSNIERS
LE DEVOIR

La société immobilière Ivanhoe a annoncé hier son intention de développer un complexe commercial et de divertissement nouveau genre d'une valeur de 100 millions près du Cosmodôme, à Laval. La pièce maîtresse de ce projet, un cinéma aux allures futuristes de 18 salles, devrait ouvrir ses portes dès l'automne 2000.

Construit au coût de 40 millions, le premier complexe cinématographique Famous Players de type «Colossus» au Québec aura la forme d'une immense soucoupe volante sur sa piste d'atterrissage et sera décoré à la manière d'un vaisseau spatial. D'une capacité de 4900 spectateurs, ses salles seront pourvues de tout le confort et de la qualité de projection rêvés. D'une superficie de 115 000 pieds carrés, le «Colossus de Laval» abritera également les concessions de nombreux restaurants populaires, un bar-salon ainsi qu'une salle de jeux électroniques.

La seconde phase du projet estimé à 60 millions, qui consiste à l'installation autour du cinéma de restaurants et de commerces à thème, pourrait se



Comme le montre cette simulation des promoteurs, le futur cinéma aux allures de soucoupe volante trônera au centre du futur complexe commercial et de divertissement qui s'élèvera à côté du Cosmodôme.

réaliser d'ici trois à cinq ans, estime Jean Laramée, directeur général au développement et à la construction chez Ivanhoe. En fait, les différents investisseurs approchés jusqu'à présent se montreraient selon lui tellement intéressés qu'il n'est pas exclu que certains d'entre eux ouvrent leurs portes en même temps que le cinéma.

Echaudée par l'annonce en 1989 d'un autre grand projet d'Ivanhoe qui ne s'est jamais concrétisé, la Ville de Laval a exigé cette fois du promoteur 2,5 millions en garanties bancaires, qui iront à la municipalité si son projet n'a pas vu le jour dans dix ans. Le maire de Laval, Gilles Vaillancourt, n'a

toutefois pas caché hier sa satisfaction de voir enfin se développer, sans que soit requis d'aide financière des pouvoirs publics, ce vaste espace au centre-ville de 3,5 millions de pieds carrés, situé à l'ouest de l'autoroute 15, entre les boulevards Saint-Martin et Daniel-Johnson.

Si le projet de construction du «Colossus de Laval», dont Famous Players sera en fait locataire, semble bien concret, le second volet du projet demeure encore flou. Se référant à des projets similaires à Ottawa, à Toronto et aux États-Unis, Jean Laramée explique qu'il visera à réunir en un même lieu toute une série de restaurants et de commerces «novateurs»

dont le concept est de dépasser leur fonction première et d'offrir «de nouvelles expériences aux consommateurs». Il cite comme exemple les grandes librairies qui abritent maintenant des cafés ou des boutiques de sport aux États-Unis, où sont organisés régulièrement des événements spéciaux.

«Le développement de ce genre de complexe correspond à une tendance de fond», explique Jean Laramée. Cela ne menace pas les centres commerciaux classiques, comme le Carrefour Laval, dont les gens auront toujours besoin.

Le «Colossus de Laval» n'est que le dernier projet de complexe cinématographique d'une série qui s'allonge depuis quelques années. Famous Players en inaugurerait une autre ce printemps, le Complexe Paramount, au centre-ville de Montréal. Cinéplex Odeon l'avait précédé avec son complexe Quartier latin, rue Saint-Denis. Alors que l'on attend toujours que se réalise le fameux projet de l'américaine AMC dans l'ancien Forum, la banlieue montréalaise n'a pas été longtemps en reste. La compagnie indépendante Guzzo y ayant ouvert, ou s'appropriant incessamment à le faire, des complexes cinématographiques à Saint-Laurent, à Laval, à Greenfield Park et à Longueuil.

EN BREF

Deux agents blessés lors d'un hold-up

(PC) — Deux agents de sécurité de la compagnie Pinkerton ont été blessés par balles, vers midi hier, lors d'un vol qualifié dans un local de la Société de l'assurance automobile du Québec du boulevard Henri-Bourassa, à Montréal. Les suspects ont réussi à s'enfuir avec un montant d'argent indéterminé. Les deux victimes sont une femme, atteinte de projectiles au thorax, et un homme, qui a été touché aux membres inférieurs. Leur vie ne serait pas en danger.

Lise Thibault rentre à Québec

(PC) — Le lieutenant-gouverneur du Québec, Lise Thibault, a quitté hier l'Institut de réadaptation de Montréal, où elle avait été soignée à la suite d'un accident survenu durant l'été sur un terrain de golf. Au cours des prochaines semaines, elle y sera accueillie à titre de cliente externe. Lors de ses séjours à Québec, les mêmes soins lui seront prodigués à l'Institut de réadaptation en déficience physique de Québec. Mme Thibault continuera à remplir ses fonctions.

50 millions provenant du trafic d'alcool

(PC) — Dans le cadre du programme Accés, 170 000 litres de produits d'alcool illégal ont été saisis en 1998-99. C'est ce qu'a indiqué hier le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard. Depuis la mise en vigueur du programme, en avril 1996, 470 000 litres d'alcool ont été récupérés. Le ministre a aussi révélé que selon le ministère des Finances, environ 50 millions de revenus ont été récupérés par année. On juge importante la quantité de produits alcoolisés saisis, issus de la contrebande, du trafic de produits frelatés et du commerce illégal en général.

Hypolite Lancot Souvenirs d'un patriote exilé en Australie

Texte présenté et annoté par Renée Landry et John Hare



De retour d'exil en Australie, ce patriote rédige, sous forme de lettres à ses enfants, ses souvenirs restés inédits jusqu'à ce jour.

Les Cahiers du Septentrion, 15

10 ans d'histoire au
SEPTENTRION

www.septentrion.qc.ca

Remerciements



Madame Léonne Grondin-Couture et sa famille, ainsi que son ami et associé Roger Boisvert, vous remercient des nombreux témoignages de sympathie dont ils ont fait l'objet à la suite du décès de Marcel Couture.

Puisse la mémoire de Marcel se perpétuer dans ses oeuvres et les amitiés qu'il savait si bien créer et entretenir.

MA DIVINE CLÉMENTINE

maman • mom



Enfants Deslongchamps

Vêtements pour enfants 0-18 ans
Vêtements de maternité

1007, RUE LAURIER OUEST
OUTREMONT
Tél.: 274-2442

Longs Séjours sur la côte d'azur

à partir de **1199\$**
pour 4 semaines!

incluant vols Montréal-Nice-Montréal
à bord d'Air France et hébergement
en résidence pour 4 semaines!

Résidences Maeva Le Domaine du Cap Nérée 3☆

Studio. Départ le 02 ou le 16 nov. 1999

Séjours de 1, 2 ou 3 semaines
également disponibles!

à partir de **949\$** 1 semaine

Carlson Wagonlit Travel

Disponible uniquement auprès de ces agences Carlson Wagonlit Travel.

ILE DE MONTRÉAL
CWT Place Ville Marie (Métro McGill) 514-871-8330
Voy. Alcyon Olympia Express (Métro du Parc) 514-276-8537
Voy. Destinations ETC (Métro Peel) 514-849-0707
Voy. Fleur de Lys (Métro Guy) 514-939-9999
Voy. Many Tours (Métro CDN) 514-733-5396
Voy. Quorum (Métro Peel) 514-848-1784
POINTE-CLAIRE
Carlson Wagonlit 514-697-5272
VERDUN
Voy. Verdun / Lemay 514-761-5561

Tarifs par personne en base double valables pour les nouvelles réservations. Places limitées. Détenteurs d'un permis du Québec.

* OFFRE DE LANCEMENT: Doublez vos points, disponible seulement sur les produits de cette annonce.

WESTMOUNT
Carlson Wagonlit (Métro Atwater) 514-931-3843
BANLIEUES ET RÉGIONS
ALMA
Voy. M. Barrette 418-668-3078
AMOS
Voy. Abitibi 819-732-8261
ATYMER
Voy. El Air 819-684-8888
BEAUPORT
Voy. Paradis 418-666-1616
BELLEFLEUILLE (Saint-Jérôme)
Voy. Plaisirs Vacances 450-565-9797
BOUCHERVILLE
Voy. Performa 450-655-2055
BROSSARD / GREENFIELD PARK
Voy. Champlain 450-465-2820
CANDIAC / LA PRAIRIE
Voy. Millénaire 450-444-8191
CHARLESBOURG
Voy. Paradis 418-627-0911
CHIBOUGAMAU
Voy. Soleil d'or 418-748-6421
CHICOUTIMI
Voy. Paradis-Saguenay 418-696-3121
COWANSVILLE
Carlson Wagonlit 450-263-9990

DRUMMONDVILLE
Voy. Carl Adam 819-472-3323
GRANBY
Voy. Granby 450-372-3624
HULL
Voy. El Air 819-771-5331
JONQUIÈRE
Voy. Paradis-Saguenay 418-547-6645
LAVAL
Carlson Wagonlit 450-682-1493
Voy. Aller-retour 450-682-1888
Voy. Solaris 450-667-7711
LEVIS
Voy. Paradis 418-833-6823
LONGUEUIL
Voy. Maxima 450-679-3777
MAGOG
Voy. Orford 819-843-4747
MASSON-ANGERS
Voy. Éclair 819-986-8709
NEUFCHÊTE
Voy. Paradis 418-842-4455
QUÉBEC
Carlson Wagonlit 418-527-9944
REPENTIGNY
Voy. Robillard 450-585-2854
ROUYN-NORANDA
Voy. Ricard 819-762-0922

SHERBROOKE
Voy. Orford (12e avenue) 819-564-4433
Voy. Orford (Portland) 819-563-7131
SAINT-AMABLE
Voy. Maxima 450-649-5454
SAINT-BRUNO
Voy. LA 450-653-3658
SAINT-HYACINTHE
Voy. Boisard-Poirier 450-774-6436
SAINT-LAMBERT
Voy. Sportvac 450-465-4900
SAINT-FOY
Voy. Paradis 418-659-6650
SAINT-THÉRÈSE
Voy. Gaby 450-430-2151
SOREL
Voy. Transatlantiques 450-743-1216
VAL D'OR
Voy. Brunet 819-825-7077
VALLEYFIELD
Voy. Lapointe 450-373-1475
OUTRE-MER
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON
Voy. Atlas 508.41.76.76

Détenteur d'un permis du Québec.

CLAUDETTE GAGNON Pour réussir dès le primaire



Filles et garçons face à l'école

Claudette Gagnon donne la parole à des jeunes de 5^e année. Ces filles et ces garçons parlent de l'école :

- des relations avec les profs
- des résultats scolaires
- des relations d'amitié
- du rôle des parents...

La justesse de leurs propos et même que les observations de leurs parents apportent un éclairage nouveau sur les conditions qui favorisent la réussite scolaire.

176 p., 19,95 \$

En vente chez votre librairie

éditions du remue-ménage

110, rue Sainte-Thérèse, bur. 501, Montréal (Québec) H2Y 1E6
tél. (514) 876-0097 • Téléc. 876-7951

vacances air transat

LA VIE EST BELLE!



OFFRE DE LANCEMENT
doublez vos POINTS*

NOTRE NOUVEAU PROGRAMME DE RECONNAISSANCE



Résidences Maeva Les Félibriges

(studio ou appartement vue rue)
1 semaine départ entre le 2 nov et le 7 déc. 1999

Également disponible:

- Forfaits en hôtel • Vol et voiture

LE DEVOIR

POLITIQUE

À deux semaines du discours du Trône aux Communes

La famille libérale se dispute à propos des enfants

«Cette idée de programme pour les enfants n'est qu'un tas d'absurdités», dit le député Gallaway

À la recherche d'une vision capable de relancer leur gouvernement, les libéraux ont beaucoup parlé, ces derniers mois, d'un plan d'action axé sur les enfants. Mais pour aller au delà des belles formules, la mésaventure est au rendez-vous au sein même de la députation.

MANON CORNELIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

À deux semaines de la lecture du discours du Trône, l'idée de donner priorité à un programme pour les enfants rencontre toujours de l'opposition au sein du caucus libéral fédéral.

«Cette idée de programme pour les enfants n'est qu'un tas

d'absurdités», dit sans se gêner le député ontarien Roger Gallaway, un opposant reconnu au projet. D'autres, plus diplomates, notent seulement que leurs électeurs ne leur en ont pas du tout parlé au cours de l'été. Ils leur ont plutôt rappelé l'urgence de réduire le fardeau fiscal.

Le programme pour les enfants est souvent présenté, par ses promoteurs, comme une vision d'avenir pour le gouvernement Chrétien et une façon, en cette ère d'après-déficit, de réaffirmer ce que certains appellent les valeurs libérales traditionnelles. Ce projet a été longuement étudié par un sous-comité du caucus libéral auquel ont participé une trentaine de députés sous la direction du député torontois John Godfrey.

Avocat infatigable de cette cause, M. Godfrey préconise, entre autres, la création d'un poste de commissaire à l'enfance et la mise sur pied, en accord avec les provinces,

d'un réseau national de centres communautaires pour la petite enfance qui offrirait de l'aide et des services de garde aux enfants et à leurs parents.

D'autres se montrent plus modestes et plus prudents. Les députés montréalais Eleni Bakopanos et Bernard Patry estiment qu'il faut en faire davantage pour les enfants mais en coopération avec les provinces et par l'entremise de programmes qui ont déjà fait leurs preuves. Et, comme les autres membres du sous-comité, ils favorisent des allègements fiscaux pour les familles avec des enfants à charge.

Le sous-comité, M. Godfrey en particulier, a des adversaires loquaces. M. Gallaway est le plus direct. Selon lui, les propositions de M. Godfrey sont l'équivalent d'une expérience d'ingénierie sociale, ce dont le député torontois se défend avec vigueur.

Une autre députée ontarienne, Brenda Chamberlain, est moins cinglante mais tout aussi catégorique que M. Gallaway. «Les gens veulent que les gens à faible revenu ou avec des enfants reçoivent l'aide dont ils ont besoin. Mais je serais tout à fait incapable de vendre à mes électeurs un projet de réseau national de garderies», dit-elle. Et comme son collègue, elle pense que la meilleure façon d'aider les familles est d'accroître leur pouvoir d'achat et leur capacité de faire des choix par le moyen de réductions d'impôts.

Et il y a ces députés qui ont une position mitoyenne mais qui reconnaissent, comme Jacques Saada, de Brossard-La Prairie, que «la réduction de taxes est vraiment sur toutes les lèvres». Son collègue Denis Paradis a fait le même constat. Cela ne signifie pas, dit-il, une opposition aux réinvestissements sociaux, mais les programmes que ses électeurs citent sont la santé et l'éducation.

Ce genre d'échanges illustre le débat autour de l'utilisation des surplus budgétaires fédéraux qui divise le caucus libéral depuis des mois. Le premier ministre Jean Chrétien avait habilement tranché la poire en deux durant la campagne électo-

rale de 1997 avec sa fameuse approche «équilibrée».

Elle se résumait à la populaire formule «50-50», c'est-à-dire qu'au cours d'un mandat, la moitié des surplus servira à réduire les taxes et à rembourser la dette, et l'autre moitié, à réinvestir dans les programmes économiques et sociaux prioritaires. Le ministre des Finances, Paul Martin, s'y est tenu et a réussi jusqu'à présent à éviter les pressions les plus importantes en camouflant l'importance de ses surplus. Mais ce n'est plus possible et le temps est venu de faire des choix entre ces diverses priorités.

Le discours du Trône du 12 octobre devrait donner une première indication des intentions du gouvernement. Les députés eux-mêmes devront en attendre la lecture pour connaître la décision du premier ministre Chrétien. Aucune réunion du caucus national n'est en effet prévue avant cette date. La dernière, qui a de nouveau mis en lumière les dissensions, a eu lieu il y a plus d'un mois à Halifax.

La réduction des taxes et les réinvestissements sociaux sont les sujets de l'heure mais non loin derrière surgissent, selon les régions, les questions des sans-abri ou des infrastructures routières, touristiques, voire communautaires.

Et plusieurs députés, comme Nick Discepola, de Vaudreuil-Soulanges, notent que «les gens craignent que les libéraux, qui ont contribué à la dette, recommencent à dépenser parce qu'ils ont de l'argent». En bref, on a peur que la création de nouveaux programmes mène à long terme à de nouveaux déficits. À cet égard, il n'y a aucun désaccord au sein du caucus. En fait, malgré leurs divergences, tous les députés interrogés en viennent à vanter les mérites de l'approche équilibrée et à souligner l'appui dont elle jouit dans la population, sondages à l'appui.

La vision que devrait contenir le discours du Trône, alors? Certains admettent qu'elle risque d'être davantage dans le ton que dans la substance. Une nouvelle image, en somme, pour une approche qui sert les libéraux depuis 1997.

EN BREF

Martin est fourbe, dit le Bloc

Ottawa (PC) — Le Bloc québécois juge que le ministre des Finances, Paul Martin, fait preuve une fois de plus de «malhonnêteté» en maquillant la vérité au sujet du dernier bilan financier du gouvernement fédéral. En réalité, selon le Bloc, Ottawa n'a pas enregistré un surplus de 2,9 milliards lors de son exercice financier de 1998-99 mais bien de 12 milliards. La différence vient des sommes qui ont été allouées automatiquement au remboursement de la

dette (6 milliards) et de celles qui ont été budgétées à l'avance pour des programmes qui n'ont pas encore été mis de l'avant (3 milliards). «M. Martin manipule les chiffres comme jamais un ministre des Finances ne l'a fait par le passé. Il trompe les gens et il trompe même son caucus, qui aimerait peut-être avoir un débat sur l'utilisation des surplus», a affirmé hier le député bloquiste Yvan Loubier. Jeudi, le ministre Martin a annoncé que le fédéral avait réalisé un surplus budgétaire de 2,9 milliards lors de son dernier exercice financier.

ACURA

EL Édition Spéciale

2000

Location de

298\$/mois*

Transport et préparation inclus

- ✓ Climatiseur
- ✓ Groupe électrique
- ✓ Radio AM/FM avec lecteur CD
- ✓ Régulateur de vitesse
- ✓ Puissant moteur VTEC
- ✓ Système d'entrée sans clé et tellement plus...

Acura célèbre déjà l'an 2000!



EL Édition Spéciale 2000

P.D.S.F. 20 000 \$[†]



Integra 2000

P.D.S.F. 22 000 \$[†]

INTEGRA

2000

Location de

298\$/mois*

Transport et préparation inclus

- ✓ Climatiseur
- ✓ Groupe électrique
- ✓ Radio AM/FM avec lecteur CD
- ✓ Antenne électrique
- ✓ Becquet arrière
- ✓ Roues en alliage et tellement plus...



Une vision qui inspire un élan de passion. ACURA

*Offres de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. Tarifs mensuels de location-bail d'une durée de 48 mois, établis pour l'Acura 1.6L (modèle MB454VPB) et l'Integra (modèle DC434VPB) 2000. Total des paiements: 14 304\$. Un acompte de 1 600\$ pour la 1.6L et de 2 740\$ pour l'Integra. Un dépôt de sécurité et un premier versement sont requis. Les modèles offerts peuvent différer de l'illustration. Allocation de 24 000 km par année (franchise de 0,10 \$ par km supplémentaire). Taxes, immatriculation et assurance en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée. P.D.S.F. de 20 000\$ pour la 1.6L (modèle MB454VPB) et de 22 000\$ pour l'Integra (modèle DC434VPB). Transport et préparation (350\$), frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.

Les deux premiers services d'entretien sont compris. Assistance routière 24 heures Acura.

ACURA les concessionnaires fiables



LUCIANI ACURA

4040, rue Jean-Talton Ouest
Montréal

ACURA BROSSARD

9100, boul. Taschereau
Brossard

ACURA PLUS

255, boul. de la Seigneurie
Blainville

GALERIES ACURA

7100, boul. Métropolitain Est
Anjou

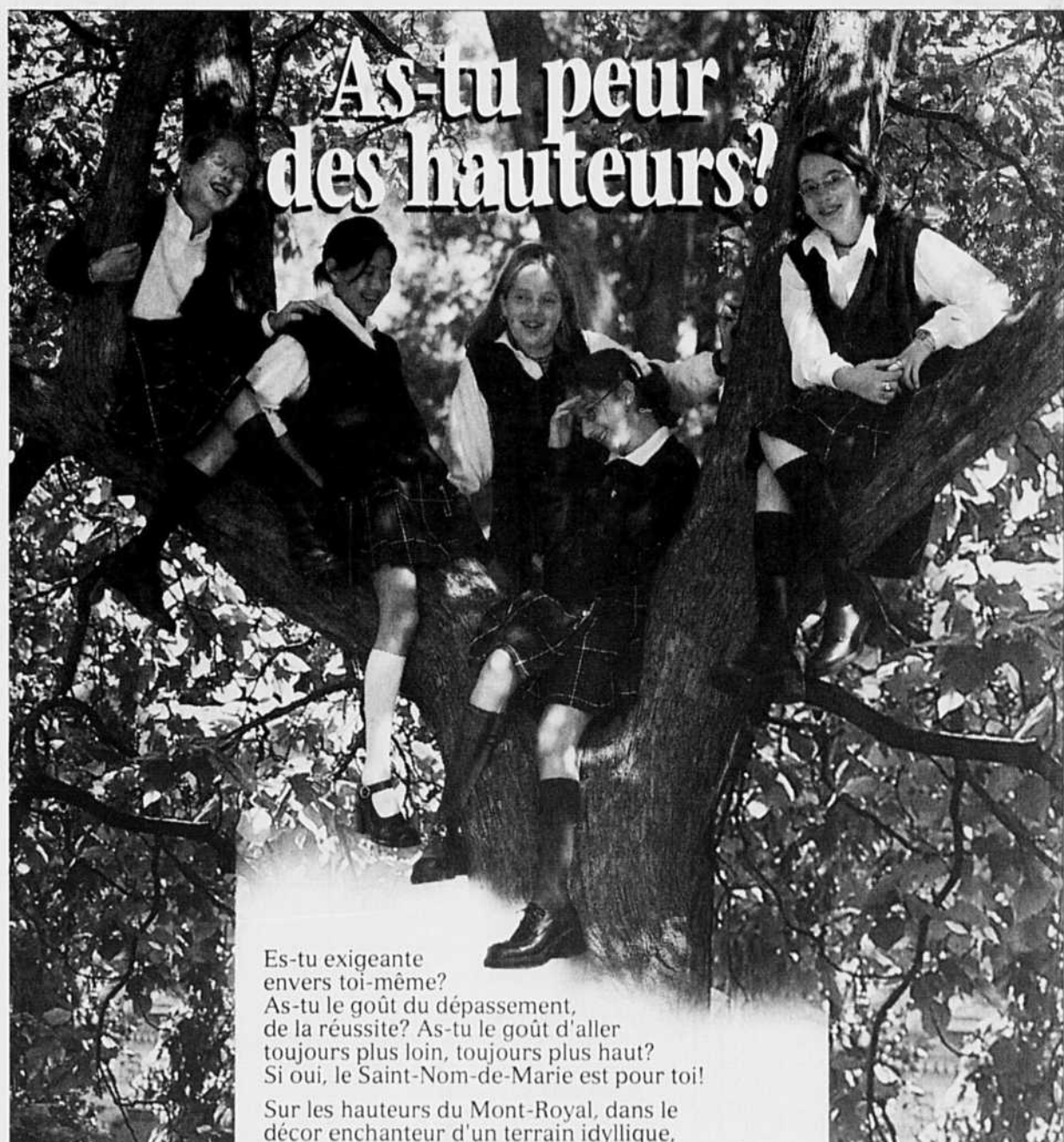
ACURA DE LAVAL

2500, boul. Chomedey
Laval

ACURA GABRIEL

4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux

As-tu peur des hauteurs?



Es-tu exigeante envers toi-même? As-tu le goût du dépassement, de la réussite? As-tu le goût d'aller toujours plus loin, toujours plus haut? Si oui, le Saint-Nom-de-Marie est pour toi!

Sur les hauteurs du Mont-Royal, dans le décor enchanteur d'un terrain idyllique, au cœur de l'animation culturelle de Montréal, dans la ville d'Outremont, le Saint-Nom-de-Marie t'attend!

Depuis 95 ans, le Saint-Nom-de-Marie est tout au haut de la liste des meilleures institutions d'enseignement secondaire du Québec. À vrai dire, nous nous plaisions bien dans les hauteurs. Comme toi.

Plus qu'une instruction de qualité... une véritable formation générale.

- Programme enrichi du ministère de l'Éducation et programme d'éducation internationale
- Laboratoire d'informatique, Internet, bibliothèque informatisée
- Option musique à l'École Vincent-d'Indy
- Utilisation des équipements du Centre d'éducation physique et des sports de l'Université de Montréal (CEPSUM)
- Enrichissement culturel au contact d'élèves venant de pays étrangers
- Enseignement de l'espagnol

Cours secondaire complet, en externe et en pensionnat, pour jeunes filles seulement

SAINT-NOM-DE-MARIE

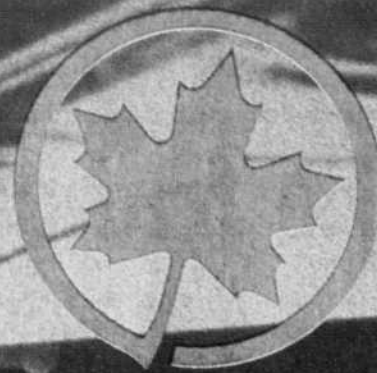
628, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone: (514) 735-5261 poste 3045 • Télécopieur: (514) 735-5266
Site Web: www.psnm.qc.ca • Courriel: admission@psnm.qc.ca

Examens d'admission

Samedi, 23 octobre
de 9h à 12h

Samedi, 6 novembre
de 9h à 12h

Portes ouvertes
Dimanche, 17 octobre
de 13h à 16h



Vol et date / Flight & Date / Flug & Datum

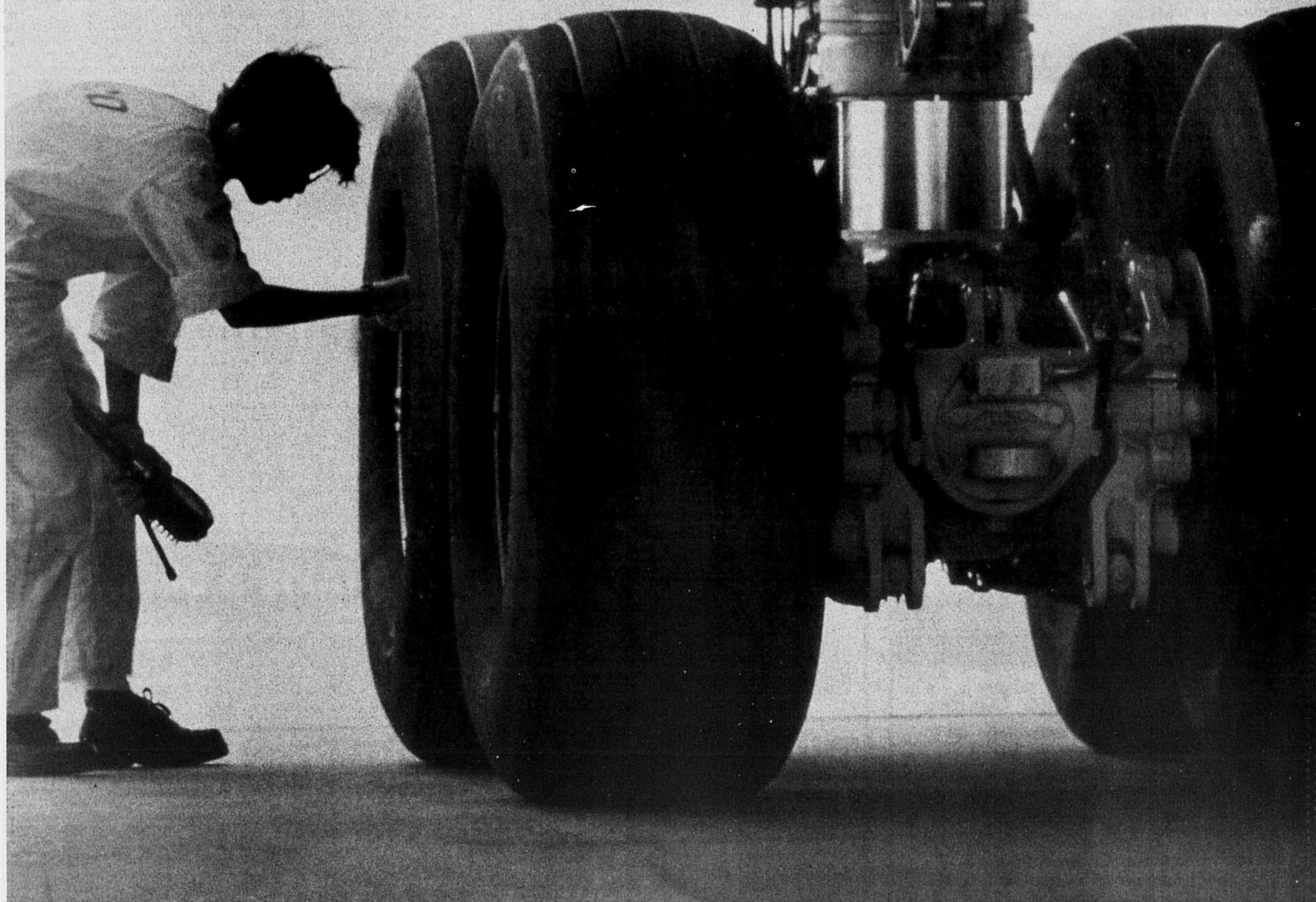
LA COMPAGNIE AÉRIENNE

Classe / Class / Klasse

QUI A LA CONFIANCE

Place / Seat / Sitz

DES AUTRES



Air Canada s'y connaît en avions, personne n'en doute. Saviez-vous que les autres compagnies aériennes font appel à nous pour la maintenance de leurs appareils ? Nos standards sont élevés, nos gens hautement qualifiés. Si bien que 4 500 professionnels d'Air Canada fournissent régulièrement service et support technique aux autres lignes aériennes. Nos techniciens ont aussi innové dans les communications air-sol et dans les procédures de maintenance; ces innovations servent à de nombreuses compagnies aériennes partout au monde. Confiance, c'est bien le mot.

www.aircanada.ca

AIR CANADA 

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE 

• POLITIQUE •

Le français reste fragile au travail

Il importe d'accélérer le processus de francisation des entreprises, estime le professeur Michel Grant

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

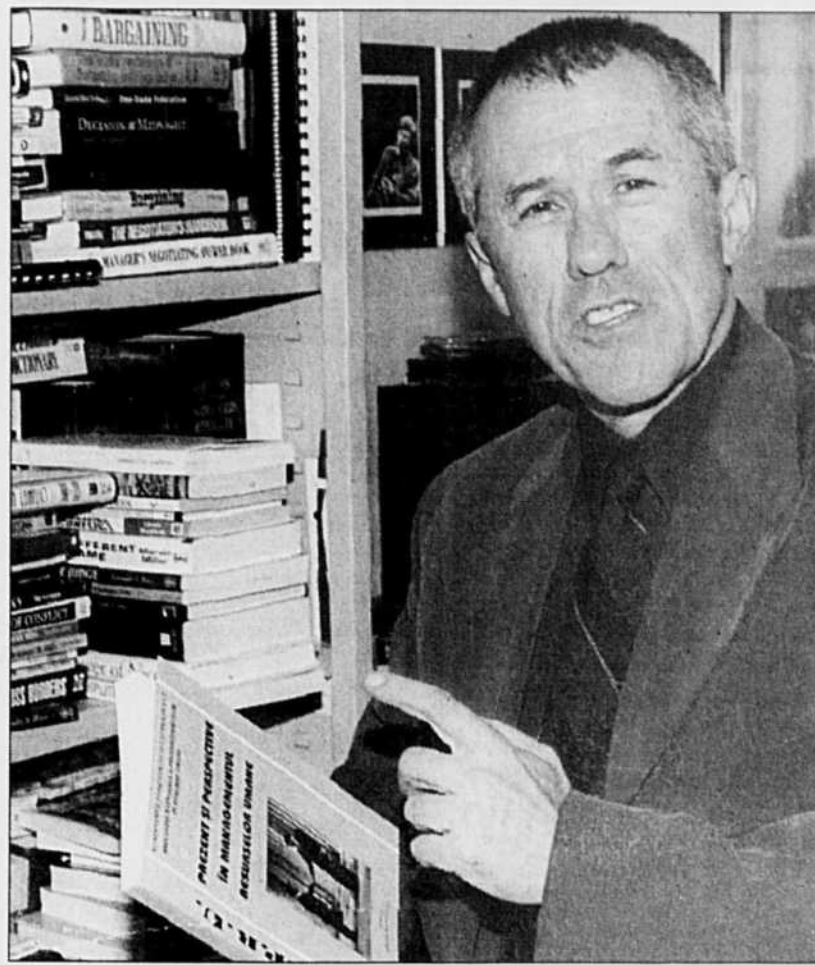
Le français langue de travail est dans un état de stagnation, ce pourquoi il faut accélérer le processus de francisation des entreprises.

Professeur au département des sciences administratives de l'Université du Québec à Montréal et membre du conseil de direction de l'Office de la langue française, Michel Grant est d'avis que seule une intervention ciblée et concertée des employeurs, des syndicats, des groupes communautaires et de l'OLF permettra de généraliser l'usage du français dans les milieux de travail les plus problématiques.

À la demande de la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, M. Grant a présidé en 1998 un groupe de travail tripartite sur la francisation des entreprises. Plusieurs des recommandations issues de ces travaux ont depuis été mises en œuvre. Les autres attendent leur tour.

Au cours d'un entretien cette semaine avec *Le Devoir*, M. Grant a convenu qu'il reste encore beaucoup à faire avant que le français accède en milieu de travail au statut qui lui revient. Beaucoup à faire avant que le français s'échappe de son état de fragilité et que soit respecté le droit des francophones de travailler dans leur langue.

Pour y arriver, il lui paraît essentiel de renforcer et de maintenir l'expression d'une volonté politique d'atteindre les objectifs visés par la Charte. Parce qu'il ne fait aucun doute dans son esprit que le milieu de travail constitue, avec le milieu scolaire, le lieu privilégié d'intégration linguistique. Ce qui lui fait dire qu'une politique de généralisation du français doit privilégier des actions ciblant le milieu du travail, qui représente à la fois un lieu de sociali-



Il est essentiel de renforcer l'expression d'une volonté politique d'atteindre les objectifs de la Charte de la langue française, estime Michel Grant.

sation et une source de revenus offrant des perspectives de mieux-être économique et de valorisation personnelle et professionnelle.

Concernant le droit de travailler en français, le professeur Grant croit qu'il faudrait modifier la Charte pour renforcer les dispositions de l'article 46, qui interdit à un employeur d'exi-

ger, pour l'accès à un emploi ou à un poste, la connaissance d'une langue autre que la langue officielle. Il lui semble évident que cet article ne permet pas l'exercice du droit qu'il est censé protéger. Même si un employé porte plainte auprès d'un commissaire du travail, l'Office n'a pas le pouvoir de suspendre le processus de recrutement au sein de l'entreprise.

À propos de volonté politique, il y a aussi la timide utilisation que l'on fait de l'article 151 de la Charte, qui permet en principe à l'Office, avec l'approbation de la ministre, d'imposer un processus de francisation aux petites et moyennes entreprises, celles qui emploient entre 10 et 49 personnes. Pour Michel Grant, l'utilisation de cet article est indiscutablement indissociable de la volonté politique de promouvoir la francisation des entreprises et de faire respecter la Charte. Or, depuis l'entrée en vi-

gueur de la Charte en 1977, l'Office de la langue française y a eu recours à quelques reprises seulement. Il est d'avis que l'Office aurait avantage à s'en servir plus souvent, notamment quand la non-francisation de certains types de 10-49 a un impact sur la francisation d'autres entreprises.

Mais la clef, c'est la politique d'achat du gouvernement, que M. Grant trouve d'une grande efficacité. Lorsqu'une entreprise refuse de mettre en marche un processus de francisation, lorsqu'elle refuse de transmettre ses analyses linguistiques, l'Office lui fait parvenir un avis de suspension. Et si l'entreprise ne revient pas à de meilleurs sentiments, elle est rayée du fichier central du gouvernement, ce qui la prive de la possibilité d'obtenir des contrats. Il y a actuellement 50 entreprises qui sont sous le coup de la suspension. C'est si efficace, souligne-t-il, que la plupart vont se corriger pour récupérer leurs privilèges.

C'est surtout dans ces entreprises de 10-49 que l'on retrouve une concentration d'immigrants, de là l'importance de leur formation linguistique. Plusieurs programmes de formation linguistique sont offerts aux immigrants, programmes dont la répartition institutionnelle se ventile de la façon suivante: 56 % dans le réseau des Centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI); 20 % dans les commissions scolaires, 13 % dans les collèges et universités et 11 % dans les organismes communautaires.

Mais selon M. Grant, l'expérience démontre que les immigrants abandonnent leur cours de français dès qu'ils décrochent un emploi. Et si les communications au travail ne se déroulent pas en français d'une façon prédominante, alors que la connaissance que l'immigrant a du français est insuffisante, il risque fort d'adopter l'anglais.

De l'avis du professeur de l'Université du Québec, cette situation convainc de la nécessité de développer davantage le programme de formation linguistique des immigrants en milieu de travail.

C'est précisément de la francisation des entreprises que traitera aujourd'hui Michel Grant au conseil national du PQ, qui se tient en fin de semaine à Drummondville. L'exposé du professeur Charles Castonguay de l'Université d'Ottawa portera sur l'indicateur de la langue d'usage public tandis que le professeur Marc Termote, également de l'UQAM, fera le bilan de l'état du français au Québec.

PERSPECTIVES

Bouillant tempérament

La ministre Diane Lemieux a fait montre de son bouillant tempérament. En commission parlementaire, Force Jeunesse et son président François Rebello ont reçu d'elle une volée de bois vert pour avoir osé lier l'adoption de la loi sur l'interdiction des clauses de disparité (clauses «orphelin») à leur participation au prochain Sommet de la jeunesse en février 2000. On pourrait croire que la ministre s'est rendue aux arguments du patronat. Il n'en est rien.

«**J**e vais défendre mon projet de loi», a confié au *Devoir* Diane Lemieux, plus déterminée que jamais. L'ensemble du patronat, à l'exception de la Jeune Chambre de commerce de Montréal, exige le retrait pur et simple de ce projet de loi qui vise à interdire les clauses de disparité, notamment le recours aux doubles échelles de salaires en fonction de la date d'embauche.

«**Elle l'a pris personnel**», a dit François Rebello plus tôt cette semaine, encore sonné et surpris de la véhémence dont a fait preuve la ministre lors de la présentation de Force Jeunesse en commission parlementaire. Il faut croire que d'être à la tête d'un groupe de pression défendant les intérêts des jeunes comporte certains risques.

Aujourd'hui, il se défend bien de l'avoir menacée, d'avoir fait du chantage en évoquant le prochain Sommet de la jeunesse. Il n'empêche que, si jamais ce projet de loi était jeté aux oubliettes, le Sommet de la jeunesse, sur lequel le premier ministre Lucien Bouchard compte pour dégrader des pistes concrètes afin d'améliorer la situation des jeunes, prendrait l'allure d'un exercice futile et verbeux, dispensateur de paroles aussi bonnes que creuses.

La ministre explique qu'elle a «*brassé tout le monde*», y compris les représentants patronaux à qui elle a demandé des comptes sur les efforts que le secteur privé déployait pour intégrer les jeunes. «*Moi, la complainte, j'ai ça. Je suis exigeante, dit-elle. Je vais tirer vers le haut tout le monde.*»

Tirer vers le haut tout le monde. Pas question donc de se rendre béatement aux arguments du patronat et de retirer le projet de loi. La ministre envisage maintenant d'y apporter des amendements qui vont dans le sens des revendications des jeunes et de l'avis de la FTQ. Le projet de loi contient une clause crépusculaire qui rend la loi caduque à compter de 2004. Comme le projet de loi prévoit une période de grâce de trois ans avant qu'elle ne s'applique, soit le temps que prennent fin les conventions collectives contenant des clauses de disparité, la loi n'aurait d'effet que pendant deux ans. La ministre est prête à abolir cette clause crépusculaire, mais elle dit tenir à ce qu'en 2004 soit faite une évaluation

objective des répercussions de la loi sur l'emploi.

Si le projet de loi prévoit l'interdiction des doubles échelles de salaire qui sont permanentes, il permet l'application de telles disparités de façon temporaire. Selon Force Jeunesse, il s'agit d'un trou dans la loi qui permettrait de créer de nouveaux échelons vers le bas touchant les nouveaux employés pendant plusieurs années. Or la ministre n'a rien décidé à cet égard.

Mais le simple fait que Mme Lemieux envisage d'apporter des amendements au projet de loi indique qu'elle n'a pas l'intention de l'abandonner. Aucun amendement ne pourrait satisfaire le patronat à une exception près: que le secteur privé soit épargné et que le projet de loi ne s'applique qu'au seul secteur public, les municipalités ayant multiplié le recours aux clauses de disparité ces dernières années, encouragées en cela par Québec. Mais peut-on être juste à moitié? Après tout, l'objectif du projet de loi, c'est d'éliminer la discrimination et de répondre à des principes de justice.

Pour le moment, le patronat s'accroche aux paroles du vice-premier ministre Bernard Landry, qui estime qu'il vaut mieux garantir des emplois aux jeunes plutôt que de leur assurer une plus grande justice. Le drame social le plus grave, c'est de ne pas avoir d'emploi, a fait valoir M. Landry. Paradoxalement, cette intervention de M. Landry inspire à François Rebello une tout autre réflexion: «*M. Landry n'a pas déchiré sa chemise sur la place publique comme il l'a déjà fait. Sa position est nuancée.*» Pour Force Jeunesse, l'abolition des clauses de disparité n'entraîne pas nécessairement des pertes d'emplois; les entreprises et leurs employés utilisent d'autres moyens non discriminatoires pour s'adapter au changement. L'étude rendue publique par Mme Lemieux et réalisée par son ministère n'est guère concluante à cet égard: de zéro à 3800 emplois perdus. La loi «*aurait peu d'impact sur l'emploi en raison des exceptions*», peut-on y lire.

Il reste qu'après les déboires d'Emploi-Québec, le reniement de cette promesse électorale aurait, à coup sûr, un impact sur le Sommet de la jeunesse que Lucien Bouchard considère déjà comme risqué sur le plan politique. Que Mme Lemieux y voie un chantage ou non. Bien qu'aucune étude ne puisse le confirmer...



Robert Dutrisac



DÉBAT

Est-il possible de promouvoir la culture hors des réseaux de diffusion officiels ?

À l'occasion du lancement du dernier numéro de la revue POSSIBLES, la librairie Olivieri vous invite à un débat :

Participants : Léon BERNIER Animateur : Jean Paquin
Édith MARTIN
Louise PRESCOTT

Mercredi 29 septembre à 19 h 30

Olivieri

librairie-bistro

5219 ch. de la côte-des-neiges
T 514.739.3639
F 514.739.3630
H3T 1Y1
métro côte-des-neiges

Notre bistro est ouvert tous les jours à partir de 9 heures

Entrez dans les coulisses du doublage

Portes ouvertes chez Covitec

À l'occasion des Journées de la Culture et en collaboration avec l'Union des artistes, Covitec vous ouvre les portes de ses studios de doublage.

Découvrez le travail des professionnels du doublage, rencontrez les comédiens et... empruntez vous-même leur micro le temps d'un extrait!

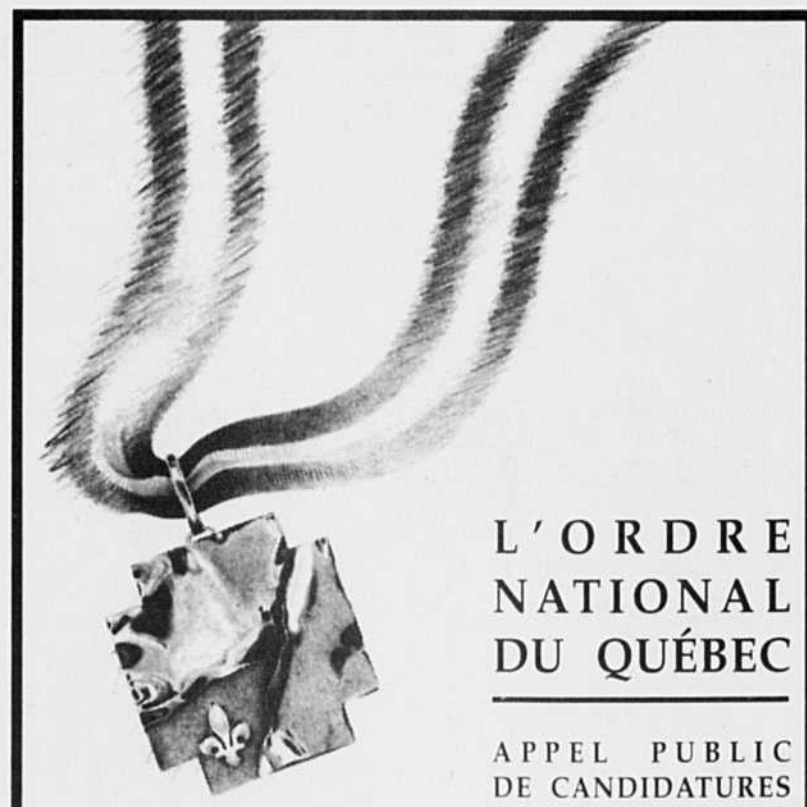
Dimanche,
le 26 septembre
9h30 à midi / 13h à 16h
2101, rue Ste-Catherine ouest
Montréal



Les journées de la culture

Union
des
artistes

Covitec



L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC

APPEL PUBLIC DE CANDIDATURES

L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC est la plus haute distinction décernée au Québec. L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC est composé de personnes à qui le gouvernement a conféré le titre de Grand officier, d'Officier ou de Chevalier de l'Ordre.

Objectifs

Témoigner de la fierté qu'inspirent au peuple du Québec les actions éminentes accomplies par ces personnes. Rendre hommage à ceux et à celles qui ont marqué l'évolution du Québec ou qui ont permis son rayonnement dans l'un ou l'autre des secteurs de l'activité québécoise.

Critères d'admissibilité

Toute personne née ou résidant au Québec à l'exception des membres de l'Assemblée nationale. Les candidatures seront soumises au Conseil de l'Ordre chargé de faire ses recommandations au premier ministre.

Mise en candidature

Désirez-vous soumettre une candidature? Des formulaires d'inscription sont disponibles sur demande. Chaque candidature doit être parrainée par deux personnes ou par une association et accompagnée d'un curriculum vitae s'il y a lieu. Postez votre envoi avec la mention «candidature» avant le 10 décembre 1999.

Madame Denise Grenier
Directrice de l'Ordre
SECRÉTARIAT DE L'ORDRE
NATIONAL DU QUÉBEC
Ministère du Conseil exécutif
885, Grande Allée Est
Bureau RC. 25
Québec (Québec) G1A 1A2
Téléphone : (418) 643-8895
Télécopieur : (418) 646-4307
ordre-national@cex.gouv.qc.ca

Québec

TAPIS & DÉCOR



CARPETTES UNIES OU À MOTIFS

aztèque, oriental
moderne, sisal

MOQUETTE MUR À MUR

veloutée, torsadée
berbère, sisal



**12 MOIS SANS INTÉRÊTS
SOLDE D'INVENTAIRE
DE 25 À 65% DE RABAIS**



Claude
Bouchard

VENTE 3 POUR 1
Tapis 1^{re} qualité
Sous-tapis gratuit
Installation gratuite

**Service d'installation
GARANTI**

3645, boul. St-Joseph Est, Montréal (514) 729-0891

1090, rue Laurier Ouest, Outremont (514) 274-1090

Téléphone: 985-3344

LES PETITES ANNONCES

Télécopieur: 985-3340



LE 32 MAPLEWOOD
L'espace et la richesse architecturale en font un des cottages les plus beaux d'Outremont. 825 000\$
Yves Dufresne - 271-2131
Remax du carter

RÉSIDENCES DE PRESTIGE

985-3322

ÎLE BIZARD
Maison canadienne en pierre, 1839. 8 pièces, 4 chambres à coucher, 2 cheminées incluant 1 foyer, chauffage central, planchers en pin. Une des plus représentative de l'architecture rurale de l'époque. 149 000 \$
(514) 626-3703

STANSTEAD
Maison loyaliste 150 ans complètement rénovée. 3 chambres, 2 salles de bain, mezzanine, sous-sol rénové, 1000 pi. ca. par étage, 3.5 étages, boisé. Vue et verger. 135 000 \$
819-876-2557

CANTON DE MELBOURNE
Propriété exceptionnelle. Maison centenaire restaurée, fenêtres françaises, toits en ardoises. Même ceux de la grange et du garage. Impeccable terrain paysagé. Piscine, 17 acres bois mélangé et pinède, borné par rivière magnifique, sauvage et cascades importantes.
Nicole Gautier enr. (819) 826-2348
courtier immobilier agréé

JOLIE FERMETTE (53 000 p.c.)
Très belle et chaleureuse ancestrale pièces/pièces, restaurée avec goût. Tous les planchers sont en larges madriers de pin. R.d. chaussée à aire ouverte avec gros foyer en pierre crepi. Une mignonne véranda ouvre la maison sur le magnifique terrain paysagé d'arbres matures et nombreux vicieux. Grange 100 x 30. A St-Antoine-sur-Richelieu. 30 min. de Mtl. 159 000 \$
Lise Latour - Sutton-Actif - 450-446-8600

MONT ST-HILAIRE
Cottage champêtre, 10 pièces, 4 c.a.c. planchers de lattes, foyer au salon, sous-sol fini avec sortie au niveau de la terrasse vous conduit à la piscine creusée. Terrain paysagé, arbres matures, secteur de choix.
Andrée Narbonne
(450) 467-9274
ReMax courtier

ST-BRUNO
Penthouse sur 2 étages, 8 pièces, chauffage et les 2 foyers sont au gaz, thermo-pompe, plancher de lattes de chêne, cuisine chêne blanchi tout équipée, 3 s.d.b., pièces ouvertes. Salon donnant sur immense terrasse privée, vue magnifique, 2 garages.
Andrée Narbonne
(450) 467-9274
ReMax courtier

I.N.D.E.X

REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 199 Achat-vente-échange
160 • 199 Location
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

AVIS

À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.
Merci de votre attention.

100 VISITES LIBRES

CONDO de luxe avec garage. Nouveau projet, 5555 Côte-des-Neiges, près Édouard-Montpetit. 1 à 2 c.c., près du métro Côte-des-Neiges. Occ. imm. A partir de 99 000\$. Dimanche de 14h à 16h. 353-3084

N.D.G. 4128, 4130 av. Girouard. Dim. 13h-16h. Beau gr. duplex dét. Bas. lre, boiserie chêne, 2 foyers, gar., cour. 299 000\$. (450) 621-6390

OUTREMONT ADJ. Dim. le 26 sept. de 14h à 16h. 5335 av. du Parc près de Laurier. Condo 2 c.c., ent. rénové. "AUBAINE" Vente et occupation rapide. Frais de notaire payés par le vendeur. Pas de taxes municipale pour 1 an. Pas de TPS. TVQ. Lucie 761-5148

PLATEAU - Nouveauté, 2 ch. Bienvenue dim. 14 - 16h, 4286 Marquette. M. Shaffner - Gr. Sutton ctr. (450) 651-1079

100 VISITES LIBRES

VISITE LIBRE 26 septembre 1999, de 14h à 16h, au 985 DuRivage, St. Antoine sur Richelieu. Superbe bord de l'eau, style jardin botanique, rénovation A-Z en 1997, sous-sol fini, foyer, aucun voisin. Absolulement impeccable. 149 000\$. URGENT. FRANCE ROSENTHAL, Agent immobilier affilié, RE/MAX extra inc., crr. imm. agréé, (514) 990-9001 ou (514) 594-9624

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

103 CONDOMINIUMS / CO-PROPRIÉTÉS

PLATEAU (de Grand Pré). Beaucoup de cachet, boiserie, bois franc, 1.200 p.c. Lumineux, lumineux. Agents s'abstiennent. 288-4808

121 CANTONS DE L'EST

BELLE VICTORIENNE (1886) rénovée, charme d'autrefois, boiserie, infirmité, 13 pces, gar. dble, serre, pisc., gr. terrain, 35 min. pont Champlain. (450) 293-5515

MONT SUTTON A vendre ou à louer, constr. 1984, 8 pces, 2 s.b., vue splendide. Agents s'abstiennent. (514) 735-3104, (450) 538-2481

St-Hermenegilde, près Coaticook, 135 acres en grande partie boisée avec maison jumelée de 4 et 5 chambres

Dixville Maison de campagne vue panoramique, 3 chambres

IMMEUBLES ST-GEORGES CTR 819-849-6945 Louise St-Georges ctr

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

PROPRIÉTÉS À VENDRE

130 MAISONS DE CAMPAGNE

LAURENTIDES. 50 min. de laval, près Estérel, coquette maison, écurie, étang, terre. 115 000\$ (450) 228-4424

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

AHURISSANT! A vous d'en profiter. 4 1/2, 5 1/2 rénovés, chauffés, eau chaude, poêle, frigo, lave-vaisselle, laveuse, sècheuse. A partir de 450\$. 683-4066

DE LORIMIER-VILLERAY. 3 1/2, 1 mois gratuit, rénové, entrée lav. séch., chauff. élec. Bois franc. 2e et 3e. 273-0084, 818-0282

DR. PENFIELD, magnifique 2 c.c. dans édifice début du siècle. 2 s. de b. compl. Pl. bois, haut plafonds. Terrasse. Puits de lum. 5 électros. 2.200\$. 281-9281 (ed.). 995-8924 (cell.)

METRO CREMAZIE, haut de duplex, 6 1/2, frais peint, 550\$ chauffé, 389-6172

NOUVEAU BORDEAUX - 5 1/2 maison centenaire, victorienne, vient d'être rénovée par designer. 1er étage, 2 c. à c., salon, s. à dîner, gr. terrain entretenu par paysagiste, s.-sol (entrepasage), face parc, près transports. Immédiat. Laissez message 426-1165

OUTREMONT (Bernard). Beau 5 1/2, chauffé, 7 1/2, complètement rénové, 2e. 837-3168 Sam ou Christina

PIED-A-TERRER, est de Montréal. 2 1/2, 500\$ tout compris. Références. 648-1177, 494-7736

SOUS-LOCATION Rockhill. Tr. beau 4 1/2, tr. bien situé refait à neuf, chauffé, eau ch. pisc., sauna, gar. 992\$ m. 739-0751

163 OFFRE À PARTAGER

METRO JEAN-TALON, 5 1/2, r. de c., ch. meublée pour n.fum. tranquille cherchant pied-à-terre. 3/5 js/sem. 278-2956

165 PROPRIÉTÉS À LOUER

AYLMER. 10 min. c.v. Ottawa et pentes de ski, maison meublée, cadre champêtre. 15 nov. au 15 fév. (819) 682-0685

170 HORS-FRONTIÈRES À LOUER

"PARIS À LA SEMAINE" App. rénové et équipé près Tour Eiffel. 899\$/sem. 495-3021

*** PARIS *** Paisible appart. (2 1/2) tout équipé, très ensoleillé, près Parc Tour Eiffel. Sem. mois. (450) 434-1865

*** PARIS *** XVe, superbe appart., 3 1/2, meublé ancien, t. équipé, pour 2-4 pers., parc. Disp. sem. mois. (450) 968-0262

COEUR PARIS. 2e, vue superbe, 3 1/2, 10 min. Centre Pompidou. Charme, calme, mansarde, poutres, services, 7e. ascenseur. 842-3473

FRANCE région Midi-Pyrénées, maison de campagne meublée avec jardin et pisc. (514) 252-1961 (sem.)

HOLLYWOOD (Floride). Condo 2 ch., t. équipé, 7 c.c., 1 1/2 s.b., 5 min. golf & plage. 4 à 6 mois. Libre. (519) 583-2256

PARIS XIXe, près de La Villette, 2 pièces, cuis., s.b., ascenseur, moderne, confortable. 1 à 4 pers., sem. mois. 842-3573

PARIS XIXe, Joli studio, clair, meublé, prox. métro & parc des Buttes-Chaumont. 3 mois min. 450-479-6313

PARIS. 3 1/2 équipé, 6e étage, asc., vue excep. Parc. métro. Idéal pour couple. (514) 274-3007

PARIS-MONTMARTRE et BASTILLE. LE Condos 2 1/2 sem. et longue durée. Grand et beau confort (514) 352-1059

PARIS Petit bijou d'appartement sur la Butte Montmartre, au coeur de Paris. Paisible, ensoleillé, 2-3 pers., sem. mois. 486-0258

170 HORS-FRONTIÈRES À LOUER

Paris XVe, coin Lecourbe et Convention, 2-3 pièces rénové, tout équipé, semaine ou mois. Immeuble Art Deco, rue très calme. (450) 465-9014

SUD FRANCE, près Montpellier. Bord de mer, jolie maison, 2 c.c. + living. Terrasse. Info. et photos: (819) 771-2896

175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

CANTONS DE L'EST, maison saine, 15 min. Bromont ou Orford style "Country living". Panorama, exceptionnel, tranquillité, sem. mois. (514) 481-6352

CHARLEVOIX, au pied du massif. Vue imprenable sur fleuve. Maison ou chalet. (514) 842-2394

DUNHAM, luxueuse, 3 c.c., 3 s. de b., foyer, 15 min. Sutton, 20 min. Bromont. 6 000\$/saison. (514) 483-4013, (450) 263-5889

ENTRE BROMONT et Orford, pour louer avec la tradition rurale, maison ancestrale sur ferme active: moutons, chevaux et poules, poêle 2 ports. Tout équipée. 9 oct. au 16 avril. (514) 331-7692, (450) 539-2943

ESTRIE à 1h30 de Mtl. Chalet 2 c.c. Vaste terrain boisé, isolé, sentiers, étang, foyer, terrasse. 70\$/jr., 450\$/sem. 284-1864

ILES-DE-LA-MADELEINE Maison 2 étages, emplacement et ensoleillement optimaux, restaurée avec goût, toute équipée. Libre immédiat. sem. mois saison. 425\$/sem. (819) 868-4236 soit ou message.

MEMPHREMAGOG Bord du lac sur 8 acres de prairies et de pins, superbe résidence d'architecte, 3 c.c., 2 s. de b., garage, meublée, équipée. Ensemble neuf et de grande qualité. Mi-oct. à mi-mai. 7 700\$. (819) 876-7574

176 CHALET À LOUER

CANTONS DE L'EST, près Georgeville. Oct. à juil. tout confort. 350\$/m. (819) 569-6446

DUNHAM - Lac Selby, luxueux, moderne, spacieux, proximité pentes de ski, constr. unique, 2 niveaux, 4 ch., 2 s.b. jacuzzi, foyer. Min. 5 mois. Disp. 1er oct. 1 500\$/m. (514) 748-0900, (514) 594-7854

ENTRELACS, bord lac Pauzé (1h12 Mtl). 2 c.c., paisible. N. 1. 60\$/jour, 300\$/sem. 900\$/mois. 1 (450) 228-1507, (450) 965-0994

LANAUDIERE, chalet en bois rond, bord de l'eau, site exceptionnel, près réserve faunique. A la semaine. (450) 835-2999

MORIN HEIGHTS. 5 min. des pentes, 3 c.c., foyer, lav. vas., 3 500\$/saison. (514) 251-0763, (450) 226-2875

TREMBLANT, 20 min. bord de lac boisé. Idéal famille. Saison 4 000\$. 488-3312, (819) 686-5784

185 CHAMBRES

JOLIE CHAMBRE près métro Laurier, vue sur parc. Apt. avec foyer. Pour femme. Pied-à-terre pour semaine, libre. 250\$/m. 272-5916

192 ON DEMANDE À LOUER

CHERCHONS chalet à louer, 3 ch., (préférence Hautes Laurentides), 24 déc. - 7 jan. (450) 679-1271

BUREAUX À LOUER Bureau à louer, 1400 pieds carrés, belle fenestration, 21ème étage, tous les services inclus. Demander Marc d'Alcantara. (514) 255-7751

MÉTRO LANGELIER Bureau à louer, 1400 pieds carrés, belle fenestration, 21ème étage, tous les services inclus. Demander Marc d'Alcantara. (514) 255-7751

VIEUX-MONTREAL, charmant air, ascenseur, métro Square Victoria, parking, 400 p.c. à 1200 p.c. 849-5411 ou William 731-9490, 430 Ste-Hélène.

301 OEUVRES D'ART

ACHAT Iacurto, Fortin, Suzor-Côté, Lemieux. (418) 648-9292

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

307 LIVRES / DISQUES

ACHAT D'habitat, Fortin, Suzor-Côté, Lemieux. (418) 648-9292

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450) 466-8920

355 BAZARS ET VENTES DE GARAGE

VENTE DE COSTUMES de théâtre à l'Ecole nationale de théâtre. 25 sept. 10h-16h. 5030 St-Denis. 842-7954

420 SECTEUR VENTE

AGE SANS IMPORTANCE. Société internationale de cosmétiques cherche distributeurs à l'échelle nationale. Formation complète. Investissement de 160\$. Appelez Claude-Louise. 1 (800) 336-5960

Planificateur financier Formation complète. M. St-Pierre. (450) 672-6410. msp@avex.ca

430 TECHNIQUE ET MÉTIERS

Boulangerie 1ère Moisson est à la recherche d'un assistant chef-boulangier avec expérience. Demander Sylvie ou Yvon (450) 585-3022 où se présenter au 150 Louvain, Repentigny

450 EMPLOIS DIVERS

• POLITIQUE •

EN BREF

Dallaire remplace Lisée

Québec (PC) — Le premier ministre Bouchard a trouvé un remplaçant à Jean-François Lisée dans les rangs du Bloc québécois. Patrice Dallaire, 40 ans, conseiller du chef bloquiste Gilles Duceppe, entre en fonction immédiatement. M. Bouchard l'aurait lui-même choisi. Natif du Saguenay-Lac-Saint-Jean, M. Dallaire a été représentant du Québec à Moncton, au Nouveau-Brunswick, de 1996 à 1998. Après un passage à la Chambre de commerce du Canada, il devint en 1998 conseiller spécial du chef du Bloc québécois, M. Dallaire avait été pressenti pour succéder à Jean Rochon à l'investiture péquiste de Charlesbourg, en banlieue de Québec. M. Rochon a finalement décidé d'être candidat en novembre 1998. Patrice Dallaire succède donc à Jean-François Lisée, un ancien journaliste, qui a quitté son poste de conseiller spécial du premier ministre le 10 septembre dernier.

Entente Québec-UPA

Québec (PC) — Le ministère de l'Agriculture et l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA) ont signé hier une entente de cinq ans de partenariat en matière de services-conseils aux agriculteurs. En vertu de l'entente, des services de conseillers seront offerts en partenariat aux agriculteurs québécois dans le domaine de la production, de la gestion, de l'environnement ou de l'innovation technologique. Ces services seront assumés conjointement, notamment à partir d'une enveloppe budgétaire de 20 millions fournie par le ministère. Le ministre de l'Agriculture, Remy Trudel, et le président de l'UPA, Laurent Pellerin, ont tous deux qualifié l'entente « d'historique ». Pour M. Pellerin, ces services sont d'autant plus importants qu'ils sont « neutres », c'est-à-dire fournis par des personnes sans attache commerciale.

Perreault souhaite hausser de 65% le nombre d'immigrants francophones

JEAN CHARTIER
LE DEVOIR

Le ministre de l'Immigration du Québec, Robert Perreault, veut hausser de 65 % l'immigration en provenance des pays francophones et, à cette fin, il va diriger une mission en France dès dimanche pour renouveler une entente avec l'Office des migrations internationales qui relève du ministère de l'Emploi et de la Solidarité de Martine Aubry, entente venant à échéance après 10 ans.

Au cours d'une entrevue accordée au *Devoir*, le ministre de l'Immigration a précisé que 10 600 immigrants sont arrivés des pays francophones en 1998, un chiffre en hausse de 17 % sur l'année précédente; mais il veut accroître ce total à 17 000, pour une hausse de 65 %. Le ministre se donne jusqu'à 2002 pour atteindre cet objectif.

Robert Perreault précise que le Québec est la première destination dans le monde mentionnée par les Français de plus de 18 ans. Seuls les adolescents préfèrent les États-Unis en premier lieu. Un total de 2800 Français ont émigré au Québec au cours de la dernière année, 1600 Algériens et 800 Marocains, mais seulement 200 Belges et fort peu de Suisses.

Le ministre Perreault va aussi rencontrer l'ambassadeur du Canada à Paris, Jacques Roy, afin de lui demander de réduire le délai de traitement pour les ressortissants français qui ont obtenu un certificat de sélection du Québec (CSQ), à Paris, la tête de pont pour tous ces pays, car les délais attei-

gnent maintenant sept mois pour un visa fédéral. Le délai a doublé depuis un an et demi, dit le ministre.

Pour sa part, le ministre Perreault veut accélérer les procédures du Québec et changer les règles pour sélectionner le candidat lorsque le requérant principal parle français, de même que sa conjointe et ses enfants. En ce moment, on se contente de donner des points au requérant principal. On en donnera aussi à ceux qui l'accompagnent s'ils parlent français.

En 1997, sur les 15 000 immigrants sélectionnés par Québec, 9500 avaient une connaissance du français. Pour le ministre, le Québec a un double défi démographique et linguistique. Le monde de l'avenir ne sera pas fermé, dit-il. Dans des domaines comme le multimédia, il faut ouvrir les portes aux spécialistes qui parlent français. « *L'immigrant francophone s'intègre plus facilement.* »

Il s'agit d'éliminer les tracasseries pour ceux qui parlent français. Le ministre donne l'exemple d'un étudiant français qui étudie trois ans à Montréal et qui ne sera plus obligé de retourner en France pour obtenir son permis de travailler au Québec.

Il faut intensifier la promotion en France, ajoute le ministre. À cette fin, il va rencontrer le ministre délégué à la Ville et député de Seine-Saint-Denis, Claude Bartolone, ainsi que le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement,

pour débattre de la question d'identité. Par la suite, le ministre se rendra au Fonds d'action sociale des travailleurs immigrés (FAS) à Paris et à la Fondation Agir contre l'exclusion (FACE) à Lille.

Sous peu, le ministre Perreault se propose de réorganiser son ministère en ce qui concerne l'intégration des enfants à l'école et l'approche des femmes émigrantes. Puis, le ministre a l'intention de débattre du contentieux des réfugiés et des faux réfugiés avec le gouvernement fédéral.

Il rappelle qu'il y a deux ministères de l'immigration et que le sien ne recrute que 15 000 immigrants sur les 29 000 qui entrent au Québec chaque année. Les réunions de familles totalisent 7500 immigrants et les demandeurs d'asile sont de 6000 à 9000 selon l'année. « *Nous avons des contentieux avec le fédéral sur le traitement des cas.* », dit le ministre.

En 1997, sur 29 000 immigrants, 16 000 ne connaissaient que l'anglais et une troisième langue en raison de la sélection pratiquée par les deux programmes fédéraux. Autrement dit, des immigrants fédéraux, seulement 3000 parlaient français.

Le ministre Perreault conclut: « *Nous, on a une démarche proactive pour les travailleurs indépendants. Sur les 15 000 que nous sélectionnons, avec la règle du français pour le requérant principal, 65 % des immigrants parlent français. On va modifier notre grille et améliorer cela.* »

Le ministre Perreault estime qu'il faut intensifier la promotion du Québec en France

Téléphone: 985-3322

LES PETITES ANNONCES

Télécopieur: 985-3340

529 SERVICES PROFESSIONNELS

GESTION de carrière artistique. Préparation de dossiers professionnels: diffusion, financement, etc. Sylvie Rochette: 450-671-9465.

530 COURS

ANGLAIS ANGLOPHONE (Ph.D.) TOEFL 8h: 200\$. Privé: 489-4222.

ANGLAIS INTENSIF. Maîtrise McGill. 1990, T.E.S.L., privé, semi-privé. 849-5484.

ATELIER D'ÉCRITURE, avec Sylvie Massicotte, auteure. Info: (514) 522-1429.

CALLIGRAPHIE JAPONAISE. Petits groupes. Claire Sugai (514) 733-7727.

DESSIN ET PEINTURE à Québec, quartier Montcalm, en atelier, avec artiste professionnel. 802-1443.

540 SANTÉ

DR DANIEL FAIERSTEIN GODIN spécialisée en médecine homéopathique. Arthrite, rhumatisme, allergie, névralgie, maladies chroniques. 342-1123.

542 MASSOTHÉRAPIE

RESTAUREZ VOS CELLULES NEVEUSES. Tonus, vitalité et détente. Massage psychosensoriel. Océane: 990-2801.

560 ENTRETIEN, RÉNOVATION

ENTREPRENEUR MENUISIER fera travaux (commercial, résidentiel). Sylvain: 909-7246.

SALLE DE BAINS à refaire? Je m'occupe de tout. J. Prévost: 387-2613.

565 RESTAURATION DE MEUBLES

REMBOURRAGE. Travail d'expert. Antiquités ou autres. Serv. DÉCAPAGE et FINITION. Revêtement tissu pour murs. Estim. gratuite. 878-9397.

575 DÉMÉNAGEMENTS

ARTISAN - DÉMÉNAGEMENT. Courtslois, ponctuel, attentionné. VINCENT SCALLON, 946-9553.

GILLES JODIN TRANSPORT INC. Déménagements de tous genres. Spécialité: Appareils électriques. Assurance complète. 253-4374.

597 RENCONTRES

J. L. INC. Agence de rencontre sérieuse. Spécialiste gens d'affaires et professionnels. Nous pouvons vous déplacer pour vous rencontrer. (514) 389-7887.

599 MESSAGES

REGLEMENT DE SUCCESSION. Si vous avez des informations sur les héritiers de feu Jeanne Marie Champagne, née à Montréal le 9 novembre 1930, fille d'Armand Champagne et de X (née Dufresne), prière de contacter: Judi Neumeyer, Succession de feu Jeanne Marie Champagne, Dossier 5052282 (E2) JN2 Estate Administration, Public Trustee of British Columbia, 700 - 808 West Hastings, Vancouver, B.C. V6C 3L3.

ZEN ET ART DE VIVRE

Femme célibataire de 42 ans habitant Ottawa, férue de nature sauvage et de littérature. Cultive en douceur un goût pour le Zen et pour la vie. Désire simplement donner une forme à l'amour, au sein d'un couple ou d'une famille. Écrire à: Dossier 542, Le Devoir, 2050, rue de Bleury, 6e étage, H3A 3M9.

675 BATEAUX, YACHTS, VOILIERS

HIVERNISER sans démat. 85 pi. Chantier de la rivière des Mères St-Vallier, Belchasse, 30 min. de Québec. (418) 884-2210.

695 AUTOMOBILES

BMW 328 Cabriolet, 97, manuelle, noir sur beige, 18 000 km, 49,900\$. (450) 531-1111.

VOLVO 760 turbo, 89, automatique, int. cuir, tt. équipée. État A-1. Entretien du concessionnaire. 8 500\$. 499-0229.

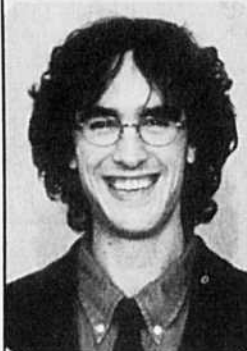
DÉCÈS

Un don
aux œuvres
du Cardinal Léger
exprime vos condoléances et
aide les plus
pauvres du monde;
ceux d'ailleurs et
ceux d'ici.

Utilisez les cartes dans
les maisons funéraires.
Nous enverrons votre
message de sympathie à la
famille éplorée.

Pour information:
(514) 495-2421

SINCERES REMERCIEMENTS



JEAN-PHILIPPE VÉZINA

24 février 1974 - 11 juillet 1999

À tous ceux et celles que nous ne pourrions rejoindre individuellement.

Le départ de Jean-Philippe nous a causé une telle douleur, qu'aucun mot ne saurait la décrire. Dans cette épreuve, vos témoignages de sympathie et votre soutien ont été d'un grand secours. Nous vous en remercions de tout cœur.

Jean-Philippe rayonnait; il nous fait le continuer, en vivant intensément, passionnément.

Jocelyne Gagné, Annie et Michel Vézina

MARQUIS, ALPHÉE

Au Centre hospitalier de Notre-Dame-de-Lac, le 22 septembre 1999, à l'âge de 78 ans et 4 mois, est décédé M. Alphée Marquis, époux de dame Gertrude Morin. Il demeurait à St-Louis du Ha-Ha. La famille recevra les condoléances au Funérarium Claude Caron, 216, Commercial, St-Louis du Ha-Ha, samedi, de 12h à 13h50. Le service religieux sera célébré le samedi 25 septembre à 14h en l'église St-Louis du Ha-Ha et de là au cimetière paroissial. Outre son épouse, il laisse dans le deuil ses enfants, gendres et belles-filles Yvette, Marie-Paule (Adrien Lavoie), Rachel (André Robidoux, chef du département de chirurgie du CHUM), Micheline, Richard (Ghislaine Morin), Ghislain (Jeanne Dumont), Francis (Marie-Annie Durand), Michel (Manon Cabana), Guyliane (Claude Landry), Diane (Grant Bell), ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ses beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces, cousins, cousines et ami(e)s.

Pour renseignements: 1-418-854-2883. Télécopieur: 1-418-854-0226.



Pour placer une annonce gratuite:

• Composez le (514) 985-2507 avec un téléphone à tonalité.

• Écoutez les instructions, vous recevrez un numéro de membre et un code d'accès. Une seule boîte vocale par personne.

• Appelez avant lundi 9h afin que votre annonce paraisse le vendredi et le samedi suivant.

• Les messageries vocales *Vox-tel* et *Le Devoir* n'assument aucune responsabilité concernant les rencontres faites par l'entremise de son service de télé-rencontre.

• Les utilisateurs du service doivent avoir plus de 18 ans.

Un nouveau service de boîtes vocales.

Rencontres

Pour répondre aux annonces:

• Notez le numéro de l'annonce

• Composez le 1-900-451-6528

Des frais de 2,18 \$ par minute seront portés à votre compte de téléphone.

Pour savoir si vous avez des messages:

• Composez le (514) 985-2507

• Entrez votre numéro de membre suivi du code d'accès

Sans frais.

Pour récupérer vos messages:

• Composez le 1-900-451-6528

• Entrez votre numéro de membre suivi du code d'accès

Des frais de 2,18 \$ par minute seront portés à votre compte de téléphone.

Si j'étais une couleur...

Marianne, blonde, yx verts, agréable, cherche prince aux cheveux d'argent, 54-64 ans, galant homme, amoureux de la culture et des arts, n-fum, esthète et épiqueur, grand-papa, veuf, attentif, souhaitant partager portion de futur. 3830

Jolie et dynamique professionnelle

Célibataire, sans enfants, 40 ans, 57", mince, catholique pratiquante, douce, cultivée, enjouée, cherche professionnel, 510" ou plus, avec profil similaire, pour partager belle relation vraie. 3807

Femme cherche homme

Élégante, distinguée. Québécoise, mince, qui a beaucoup voyagé, aime les accents, cherche H 50aine ou plus, d'origines diverses, bon danseur. 3803

De Ste-Foy

Célibataire, 45 ans, allure classique, sans enfants, aime la nature, arts, actualité, cherche H attentif à son apparence, cultivé, sensible, pour partager bons moments dans un esprit de continuité. 3850

Hisser les voiles

Atirante professionnelle, 38 ans, blonde, fidèle, affectueuse, raffinée, mi-intello mi-sportive, cherche H 40aine, mince, de belle app. n-fum, chaleureux, actif, avec intérêts variés. 3802. Message cosmique de Québec. Jeune retraitée, belle allure, cultivée, spontanée, rieuse, aimable, un peu sportive, attentive à tout ce qui lui semble beau et important, cherche celui qui la cherche. 3808

Oiseau rare

Plumage flamboyant, ramagé à l'avenant, désire prendre son envol avec H du même calibre, 45-54 ans, intelligence aigüe, équilibré, passionné, racé, créateur, cérébral, bonne forme physique et mentale. 3855

Adieu l'ennui

Professeur retraitée, mi-60aine, 54", 115 lb, cherche H du même âge, libre, sans problèmes, belle apparence, autonome, cultivé et propre, pour partager maison, rôtir solitude et possiblement devenir compagnon de vie. 3834

Célibataire peu banale

43 ans, la langue à terre d'avoir tant cherché, recherche H 35-45 ans, universitaire, drôle, libre, aimant les arts, musique classique, au passé réglé, pour enfin se reposer. 3838

Louise, 54 ans, en bonne forme

et d'apparence jeune, sensible, authentique, audacieuse, ses intérêts sont la lecture, musique, plein air, souhaite établir une relation stable et heureuse, avec H ordinaire et spécial, qui aime la vie et les gens. 3842

Moments de qualité à partager

Professionnelle du monde des médias, 40aine assumée, sans enfants mais avec un chat, cherche un complice au passé réglé, 38-48 ans, avec ou sans enfants, pour partager plaisirs de la ville, de la campagne et voyages. 3776

Épicurienne tranquille

Femme de 43 ans, 1m60, poids prop, garçon de 9 ans, idéaliste, aime lire, rire, converser, cuisiner, voyager, bon vin, chanson, cherche H attentif, 35-45 ans, généreux, aimant les enfants, les arts, la vie. 3806

Marche, théâtre, musique classique

Jolie blonde châtain naturelle, 30 ans, apparence jeune, 53", 100 lb, cherche beau professionnel ou universitaire, 30aine, n-fum, sans enfants, souriant, doux, pour relation stable. 3796

Les belles choses de la vie

Francine, 42 ans, 53", 110 lb, jolie blonde, yx verts, célibataire, sans attaches, cherche professionnel ou H d'affaires, 45-50 ans, bien dans sa peau, respectueux, aimant les belles choses de la vie. 3784

Partager avec un homme

Femme de 47 ans, 56", brune, mince, élégante, apprécie la compagnie à travers activités sportives, réunions d'amis, ciné, restos, cherche H libre de son passé, ayant confiance en lui, sens de l'humour, relation sérieuse et harmonieuse. 3569

Belle âme

Mi-30aine, n-fum, végétarienne, cherche sa flamme jumelle, son âme sœur, pour fusion extraordinaire, pour relation sincère, profonde et durable. 3777

Jolie et enjouée

45 ans, aimant la psychanalyse, faisant une démarche spirituelle, cherche H entre 40-55 ans, noir, blanc, jaune ou rouge, ayant intérêts spécifiques, joyeux, habile, aimant les enfants. 3773

Intellectuelle, classique et réservée

57 ans, 54", n-fum, retraitée, autonome, sociable, sens de l'humour, belle éducation, catholique, aimant le théâtre, cherche gentleman 60-65 ans, n-fum, veuf ou divorcé, honnête, relation sérieuse. 3775

Recherche un homme avec du cœur

Danielle, 33 ans, 58", jolie, communicative, aime rencontrer les gens, prédilection pour les arts tels que littérature, ciné, musique, cherche H créatif, stimulant intellectuellement, vivant, capable de dire ce qu'il pense et ce qu'il ressent. 3767

Femme d'origine africaine

38 ans, féminine, cultivée, jolie et sportive, aime les voyages et restos, cherche bel H 58" et plus, 40aine, professionnel, cultivé, avec bon sens de l'humour, pour relation sérieuse. 3765

Jeune professionnelle

Célibataire, fin 20aine, de belle apparence, sans enfants, sportive à ses heures, sociable, cherche H célibataire, 25-35 ans, belle app. n-fum, catholique pratiquant, niveau collégial ou universitaire, avec emploi stable, pour relation sérieuse. 3766

Professionnelle

Petite femme heureuse, cherche H confortable, 55-65 ans, goût pour l'action et la musique classique essentiel. 3758

Cinquantaine épanouie

Planteuse, 55, femme de tendresse et de fureur, de sagesse et de folie, de passion et de réflexion, cherche H 57-65 ans, pour coups de cœur, repas à deux, lecture, ciné, dans le respect, partage et simplicité. 3761

Homme cherche femme

Intelligence de tête et de cœur

Beau professionnel, 44 ans, 6', 175 lb, chev poivre et sel, humaniste, cherche jolies F 30aine, universitaire, célibataire, sans enfants, saine, détendue, active, pour relation interminable. 3847

Lion veuf

52 ans, un peu sauvage, un peu solitaire, bon marcheur, cherche F belle, intelligente, indépendante, solide. 3841

Libre de cœur et d'esprit

Africain de Montréal, 24 ans, 1,80m, 75 kg, simple, romantique, aime la musique, sport, promenades, cherche jeune F 20-26 ans, pour amitié durable intime, dans la confiance. 3849

Sens de l'humour

Professionnel de Montréal, 25 ans, 1,80m, 72 kg, blond, yx bleus, aime les sports, voyages, sorties, cherche F dans la 20aine. 3852

Retraité,

65 ans, 56", 170 lb, n-fum, intellectuel, non-sportif, romantique, sensuel, cherche F de l'Estrie, 50aine, cultivée, passionnée, douée pour l'esprit et pour l'amour. 3844

Belle allure et belle personnalité

Professionnel, 54 ans, 55", 160 lb, cherche F honnête, sincère, féminine, poids prop, autonome, ouverte à la spiritualité, sans enfants à charge, pour construire relation saine et sérieuse. 3600

Recherche un Ally Mcbeal

39 ans, 1m75, 79 kilo, Homme aimant bien rire mais n'ayant pas le sens de l'humour, préfère l'Europe à l'Amérique, adore la marche, le ciné et les voyages, recherche une Ally Mcbeal. 3825

L'imparfait au conditionnel présent

Homme amant, la vie... pas mince du tout, pas jeune du tout, pas vieux du tout, bouffe tout... fait sortir la poubelle, cherche F normale, (femme parlée à abstenir). 3836

Pour l'an 2000

Diplômé de 2ème cycle, 6', 210 lb, chev châtain, yx pers, sobre et n-fum, côté marginal, sensible, aime la nature, cherche une amie-amoureuse, 40-48 ans, grande, charmante, qui a l'esprit clair. 3837

De Québec

André, 42 ans, universitaire, professionnel, n-fum, sportif, sans enfants, aime les activités de plein air, ciné, musées, bons restos, cherche F 35-42 ans, autonome, sportive et intellectuelle. 3831

Homme de 44 ans

58", 170 lb, belle apparence, look jeune et sans enfants, universitaire et professionnel, cultivé, sensible, cherche F de belle apparence, disponible, sachant ce qu'elle veut, pour amitié amoureuse basée sur le respect et l'attention de l'autre. 3839

Intellectuel, simple, sensible

La conversation intelligente, beau, 6', 58 ans, cherche amour, complicité et engagement, avec compagnie vive d'esprit, en quête d'un destin analogue, mince, le passé apprivoisé. 3840

Région des Bois Francs
49 ans, autonome, idéaliste, marginal, 2 enfants en garde partagée, aime le vélo, nature, communication, vit à la campagne, cherche compagne 25-45 ans, avec affinités, pour partager la vie en toute complicité. 3843

Simple et facile à vivre

Homme 30aine, 57", poids prop, souhaite rencontrer F intellectuelle, mûre, humaine, charmante, disponible, désirant pratiquer activités à deux telles que marche, vélo, ski de fond. 3846

Univers d'artistes

Homme 50aine, jeune de corps, de cœur et d'esprit, engagement aucun, empreinte aucune, vit et savoure l'instant au maximum, musicien amateur ayant plusieurs amis soit musiciens, poètes ou chanteurs cherche F avec affinités. 3821

Professionnel aimant la vie

Homme recherche belle F 35-42 ans, cultivée et un peu sportive, pour développer une relation heureuse et agréable. 3829

Nouveau résident d'Ottawa

Homme jeune 50aine, recherche la compagnie d'une F jeune 40aine, qui se voit belle, fière, vraie, simple, expressive et attentive, pour partager nos angoisses et nos passions. 3828

Croque la vie

Début de la 40aine, grand et mince, doux et cultivé, intérêts variés, célibataire avec enfants à mi-temps, aime le plein air, les arts, cherche compagne avec ou sans enfants, pour relation riche en toute complicité. 3832

Homme cherche homme

Montréalais de 47 ans
Grand, mince, avec des goûts simples, cherche compagnon avec goûts et intérêts semblables, pour partager des sorties en ville. 3812

LE DEVOIR LE MONDE

La tension monte d'un cran dans le Caucase

Moscou frappe de nouveau Grozny

Poutine songe à envoyer des commandos en Tchétchénie

AGENCE FRANCE-PRESSE
ASSOCIATED PRESS
ET REUTERS

Au moins onze personnes ont été tuées hier dans les bombardements de l'aviation russe sur la Tchétchénie, selon la présidence tchétchène qui menace la Russie de «prendre des mesures» si les frappes se poursuivent.

Pour la deuxième journée consécutive, la capitale, Grozny, a été la cible de plusieurs raids. Vers 18h locales, quatre avions Soukhoï 25 ont tiré une vingtaine de missiles sur la zone industrielle où se trouvent des entrepôts de pétrole et des installations de raffinage. Deux entrepôts semblent avoir été touchés et une épaisse fumée était visible à sept kilomètres de là, selon l'AFP.

Face à la multiplication de ces attaques aériennes, plusieurs milliers de personnes ont commencé à fuir. Hier après-midi, une file d'environ 5000 voitures se dirigeait vers la république d'Ingouchie, voisine de la Tchétchénie.

Dans la journée, des bombardements avaient visé des installations de la télévision tchétchène, sur l'ancienne base militaire de Khankala, transformée en centre de la police, et le village de Guikalo, au sud-est de la capitale.

Grozny et ses environs avaient été bombardés jeudi pour la première fois depuis la fin de la guerre de Tchétchénie (décembre 1994 à août 1996), les frappes faisant six morts et dix blessés.

L'intensification des frappes contre Grozny intervient alors que de 15 000 à 30 000 militaires russes sont concentrés aux abords des frontières administratives de la Tchétchénie.

Le premier ministre russe, Vladimir Poutine, a déclaré qu'une offensive terrestre «n'est pas prévue» mais que Moscou pourrait envoyer des commandos en Tchétchénie pour éliminer les forces islamistes qui combattent l'armée russe au Daguestan. Il a toutefois réaffirmé qu'il n'était toujours pas question d'opérations terrestres de grande envergure.

Poutine a estimé qu'on ne pouvait éliminer le problème sans venir à bout du terrorisme à la source. «Si nous devons utiliser des forces spéciales pour éliminer les bases du terrorisme, nous le ferons, mais de façon très, très précise», a-t-il expliqué. «Nous serons équilibrés et précis dans l'utilisation de nos forces — je veux dire: l'envoi de commandos.»

Hier soir, les services secrets tchétchènes croyaient pouvoir annoncer une attaque terrestre des forces russes contre la Tchétchénie ce matin à l'aube, bien que le premier ministre russe Vladimir Poutine ait affirmé la veille que la Russie ne répéterait pas le scénario de 1994, quand l'armée était entrée en Tchétchénie pour y mener une guerre meurtrière de près de deux ans.

Russes et Tchétchènes devront «bientôt s'asseoir à la table de négociations», a déclaré hier le président tchétchène, Aslan Maskhadov.

Les Russes «épuisent en vain leur énergie car il faudra tôt ou tard s'asseoir à la table des négociations. Dans le cas contraire, il me faudra changer notre méthode de résistance», a-t-il souligné.

«La Russie joue aujourd'hui la carte sur laquelle elle avait misé en 1994: opposer la population et les autorités afin qu'éclate une guerre civile pour ensuite intervenir en tant que "force de paix", a estimé Aslan Maskhadov.

Le premier ministre Poutine, dans

une sortie inhabituelle rapportée par les agences russes, a martelé: «Nous poursuivons les terroristes partout. S'ils sont aux toilettes, nous irons les buter dans les chiottes.» Il s'est dit «fatigué» de répondre à des questions sur la cible des bombardements. Depuis plusieurs jours, il affirme que les frappes ne visent «que des bases de terroristes». Selon les observations sur place, ces bombardements ont touché des zones habitées et fait des victimes civiles.

Le quotidien Vremia expliquait hier que les militaires russes appliquent désormais ouvertement «l'option yougoslave», utilisant la tactique de l'OTAN contre la Yougoslavie: «Les pilotes doivent détruire non seulement les forces vives de l'ennemi et ses bases mais toute l'infrastructure qu'il peut utiliser.»

Selon la présidence à Grozny, la campagne de bombardements russes a fait plus de 300 morts et 15 000 réfugiés depuis le 5 septembre.

Les forces en présence

AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — La Russie entretient actuellement quelque 75 000 hommes dans le Caucase russe, dont de 15 000 à 30 000 directement aux frontières de la Tchétchénie, affirme la presse russe. Les forces russes sont en outre nettement supérieures en armement. Elles possèdent notamment la maîtrise totale du ciel, la Tchétchénie n'ayant aucun avion de combat.

Selon le quotidien *Nezavisimaja Gazeta* d'hier, les troupes fédérales disposent dans le Caucase du Nord de 600 chars, de 2200 véhicules blindés et de 1000 systèmes d'artillerie. Toutes ces armes ne sont toutefois pas aux frontières de la Tchétchénie. Des renforts sont par ailleurs constamment acheminés dans la région.

En Tchétchénie, il convient de différencier l'armée régulière, aux ordres du pouvoir indépendantiste, et les forces rebelles islamistes.

Les effectifs de l'armée régulière sont tenus secrets.

Quant aux rebelles, leurs forces étaient récemment estimées entre 5000 et 7000 hommes par le vice-ministre russe de l'Intérieur, Igor Zoubov.

Les rebelles sont équipés d'armes légères, de lance-grenades, de mortiers et de batteries anti-aériennes.

L'armement de l'armée régulière n'est pas connu, mais les forces indépendantistes tchétchènes, à la fin de la guerre contre la Russie, possédaient très peu d'armes lourdes et n'avaient pas d'autres chars que ceux qui avaient été pris à l'ennemi au combat.

Selon Moscou, les rebelles sont largement financés par des institutions et des fonds spéciaux de plusieurs pays musulmans. Ils recevraient notamment une aide de ben Laden, l'homme d'affaires d'origine saoudienne soupçonné d'être l'un des financiers du terrorisme islamiste international.

Nombre d'armes utilisées par les wahhabites de Tchétchénie proviennent cependant directement de Russie, de l'aveu même des autorités russes.

Les tensions augmentent en Indonésie

PERSPECTIVE

Le retour du bâton militaire

ARNAUD DUBUS
LIBÉRATION

Bangkok — Les violentes manifestations qui opposent forces de sécurité et étudiants dans les rues de Jakarta, de Surabaya et même des lieux touristiques que sont Bali et Yogyakarta confirment ce que beaucoup craignaient: la période des «100 fleurs» qui a vu déferler la vague de la Reformasi depuis la chute de Suharto arrive à son terme. C'est maintenant le temps du retour de bâton militaire. La démocratisation du quatrième pays le plus peuplé du monde ne peut progresser que par à-coups, au travers de crises. Et la période actuelle qui voit l'armée se retirer avec honte du Timor oriental est la première crise majeure depuis mai 1998 qui avait vu la chute du dictateur, mais non pas du système de contrôle quasi orwellien qu'il avait mis en place.

Le catalyseur de la colère estudiantine a été cette fois-ci le vote précipité par le Parlement d'une «loi pour surmonter les dangers», qui donne des pouvoirs étendus aux militaires si l'état d'urgence est déclaré dans une région troublée. Le président Habibie a indiqué hier soir qu'il désirait surseoir à la signature de la loi. Mais il y a deux semaines déjà, le président avait tenté de s'opposer à l'imposition de la loi martiale au Timor oriental.

Le général Wiranto, s'appuyant sur le poids considérable de l'armée en Indonésie, avait facilement surmonté les réticences du chef de l'Etat. La loi en elle-même est plus souple que la législation existante, datant de 1959. Par exemple, dans le cadre de la nouvelle loi, le président ne peut plus déclarer l'état d'urgence sans un vote du Parlement. De même, les officiels qui abusent de leur pouvoir pendant la période d'état d'urgence pourront être poursuivis et les citoyens victimes pourront réclamer des compensations. Mais pour les étudiants, les membres d'ONG et une bonne partie des citoyens qui s'étaient enthousiasmés pour la Reformasi, le message lancé par le vote de cette loi militaire annonce une prise du pouvoir par les militaires sous une forme ou sous une autre. Les bannières brandies par les étudiants en révolte à proximité du Parlement illustrent: «Nous avons ga-

gné notre indépendance. Nous devons maintenant rester indépendants», ou encore: «Si la loi passe, la démocratie pour laquelle nous nous sommes battus est morte.»

Les chefs militaires tentent de leur côté de préserver les avantages acquis par plus de trente ans d'un régime qui les a placés au centre de la vie politique, mais aussi de l'administration, et a fourni des rentes à vie et d'autres bénéfices à des milliers d'officiers. En surface, les militaires disent vouloir freiner par cette loi la balkanisation de l'archipel. «Cette loi ne servira pas aux intérêts des militaires mais à sauvegarder l'unité de la nation», affirme le général Wiranto. La disparition de Suharto de la scène politique a encore renforcé le poids des militaires. Suharto avait une habileté étonnante à jouer les uns contre les autres pour perpétuer sa domination. Par ce biais, il exerçait une emprise totale sur l'armée. Dès qu'un chef militaire commençait à avoir trop d'influence, comme par exemple le ministre de la Défense, Benny Murdani, en 1993, il l'écartait des postes de contrôle. «C'est comme le banian qui ne laisse rien pousser sous son ombre», commente un diplomate occidental à Jakarta. Suharto hors jeu, plus personne n'est capable de s'opposer au formidable pouvoir des militaires; ils remplissent le vide de pouvoir.

L'administration civile, réduite à un rôle subalterne par Suharto et dominée jusqu'à récemment pas les militaires, n'a pas encore d'influence réelle; elle ne peut faire jeu égal avec l'armée. «Les leaders civils ne sont pas expérimentés en matière d'organisation, spécialement en temps de crise. En revanche, les militaires sont mentalement préparés pour faire face à une situation chaotique comme actuellement», explique un artiste pro-Reformasi.

Certains politiciens du Parti démocratique indonésien (PDI-P) de Megawati Sukarnoputri — donnée comme la prochaine présidente lors de la sélection par le Parlement, début novembre — ont donné de la voix face au retour en force des militaires. «Notre premier geste [si nous accédons au pouvoir] sera de révoquer cette loi», a assuré Mochtar Buchori, du PDI-P. A la condition, bien sûr, que les militaires l'acceptent.

Pas d'accord sur une commission d'enquête

AGENCE FRANCE-PRESSE

La Commission des droits de l'homme, réunie en session extraordinaire à Genève sur le Timor oriental, a ajourné hier ses travaux à lundi, en l'absence d'accord sur la création d'une commission internationale d'enquête. L'Union européenne avait espéré emporter la majorité ab-

solue des 53 membres de la commission des droits de l'homme avec sa proposition d'enquête internationale sur les exactions perpétrées au Timor oriental. Les onze pays asiatiques de la Commission, y compris l'Indonésie, s'y sont opposés et ont reçu le soutien de certains pays musulmans comme le Soudan ou l'Irak, ou d'Amérique latine comme Cuba.



Des manifestants indonésiens affrontaient encore hier les forces de l'ordre dans le quartier des affaires de Jakarta. Au moins trois personnes sont mortes et des dizaines de civils blessés lors de cette manifestation contre la loi sur la sécurité. Le gouvernement a décidé de surseoir à l'entrée en vigueur de cette loi accordant plus de pouvoirs aux militaires.

L'armée quitte Dili

Les étudiants font plier Jakarta sur la loi sur la sécurité

AGENCE FRANCE-PRESSE ET REUTERS

L'Indonésie a annoncé qu'elle céderait probablement la semaine prochaine le contrôle du Timor oriental à la force multinationale de l'ONU (Interfet) mais qu'elle maintiendrait 4500 soldats sur le territoire, où un calme tendu régnait toujours hier.

A Dili, les forces indonésiennes, pratiquant la politique de la terre brûlée, ont incendié les casernes qu'ils quittaient ainsi qu'une station de radio locale, a rapporté un porte-parole de l'armée australienne à Canberra. Les locaux abandonnés sont systématiquement pillés.

Parallèlement, Jakarta a connu une deuxième journée consécutive de protestation contre une loi sur la sécurité adoptée jeudi mais dont l'entrée en vigueur a été différée hier «jusqu'à ce que les conditions s'y prêtent».

L'armée a tiré à balles réelles contre les manifestants, tuant trois personnes, selon une source médicale. L'armée, qui a fait état d'un mort et de dizaines de blessés dans ses rangs, a démenti avoir utilisé des balles réelles contre les étudiants rassemblés dans le centre de Jakarta.

Lors d'une conférence de presse conjointe avec le n° 1 de l'Interfet à Dili, le général Kiki Syahnakri, le commandant local des forces indonésiennes, a reconnu que l'armée n'était pas parvenue à rétablir l'ordre et la sécurité au Timor oriental, où des milliers de personnes auraient été tuées au lendemain du référendum sur l'indépendance du territoire. Selon lui, le transfert de compétences vers l'Interfet devrait «être fait dans le courant de la semaine prochaine».

Un premier contingent des 11 500 soldats indonésiens aura quitté l'île d'ici une semaine et le retrait des 4500 autres sera échelonné sur le mois à venir, a-t-il précisé.

Les soldats indonésiens ont commencé à se rassembler et à embarquer dans le port de Dili hier soir, sous l'œil des habitants de la capitale. Une centaine de partisans de l'indépendance a défilé dans les rues de la ville, brandissant des drapeaux indépendantistes et des portraits de leur leader, Xanana Gusmao, qui attend toujours de pouvoir rentrer au Timor.

Cette retraite de l'armée indonésienne intervient au moment où des accusations de vol sont formulées à son endroit par le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM). La porte-parole de l'organisme, Abby Spring, a révélé hier à Darwin que deux camions chargés de nourriture à destination des réfugiés qui se ca-

chent dans les montagnes autour de Dili avaient été volés par les militaires indonésiens.

Un chef de milice arrêté

Les milices pro-indonésiennes se déplacent encore librement dans certains quartiers de Dili, a par ailleurs expliqué le général Cosgrove sur les ondes de la radio australienne, ajoutant que le moment où l'Interfet n'hésiterait plus à recourir à la «force mortelle» n'était «peut-être pas éloigné».

Hier matin, les soldats de l'Interfet avançaient quartier par quartier, prenant lentement le contrôle de la capitale, où il n'y a toujours ni électricité ni eau courante. Des blindés ont «sécurisé» une place de 500 mètres carrés dans le centre de Dili, toujours survolé par des hélicoptères chargés d'y repérer les miliciens.

L'Interfet a annoncé l'arrestation d'un commandant de section de la milice pro-indonésienne Aitarak, accusée d'avoir perpétré des massacres, et de plusieurs miliciens.

Les témoignages sur des massacres continuent d'affluer. Amnesty International dit ainsi avoir reçu des renseignements dignes de foi selon lesquels 35 jeunes Est-Timorais auraient été tués sur un navire et leurs corps jetés par-dessus bord, alors qu'ils fuyaient vers le Timor occidental.

A Genève, on a appris de source diplomatique que l'Indonésie négocierait avec les représentants de l'Union européenne pour obtenir des quinze qu'ils atténuent leur résolution appelant à l'ouverture d'une enquête internationale sur les massacres commis au Timor oriental. Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils soutenaient l'initiative européenne.

De son côté, le Pentagone a annoncé hier que le secrétaire américain à la Défense, William Cohen, se rendrait jeudi en Indonésie. Il devrait rencontrer le président Jusuf Habibie, le chef d'état-major de l'armée indonésienne, le général Wiranto, ainsi que des représentants de l'opposition.

Cohen entame lundi une tournée de huit jours en Asie et dans le Pacifique qui le mènera en Australie et en Islande, les deux pays à la tête de la force multinationale de l'ONU déployée au Timor, ainsi qu'à Singapour, aux Philippines et en Indonésie.

Les Etats-Unis ont suspendu tous leurs programmes de coopération militaire et leurs contrats de ventes d'armes avec l'Indonésie en raison des violences déclenchées par les milices pro-indonésiennes.

EN BREF

Vingt mille manifestants

(AFP) — Quelque 20 000 personnes ont défilé hier soir dans le centre de Belgrade pour réclamer la démission du président yougoslave Slobodan Milosevic. Les manifestants, environ 10 000 au début de la marche, ont défilé sans incidents sur Terazije, la principale avenue du centre de Belgrade, au son des sifflets et des cornes de brume. Une grande banderole de l'Alliance pour des changements ouvrait le cortège. Des participants brandissaient des drapeaux bleu et jaune du Parti démocratique (DS) de Zoran Djindjic, qui domine l'Alliance. Aucun policier n'était visible. Plus de 15 000 personnes ont assisté hier au meeting de Nis, troisième ville de Serbie, avec 285 000 habitants, dans le sud. A Novi Sad, deuxième ville de Serbie (300 000 habitants), le meeting a réuni 7000 personnes. Des meetings étaient prévus hier dans une vingtaine d'autres villes.

Le FPLP dialogue

(Reuters) — Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) a annoncé qu'il reprendrait mardi, à Amman, le dialogue avec Yasser Arafat. Le FPLP, dirigé par George Habache, hostile au processus de paix israélo-palestinien, a entamé ces négociations de réconciliation à la fin du mois d'août. La délégation qui se rendra à Amman sera dirigée par Abou Ali Moustafa. Yasser Arafat, qui souhaite obtenir le soutien le plus large possible avant d'entamer les négociations finales avec Israël, présidera la délégation du Fatah.

Rivero ne sortira pas de Cuba

(AFP) — Raúl Rivero, journaliste cubain qui dirige depuis quatre ans Cuba Press, une agence non autorisée mais tolérée par le régime, est empêché par les autorités de se rendre à New York où l'université Columbia devait lui décerner un prix de journalisme mercredi prochain. La nouvelle a été communiquée hier à l'AFP par l'intéressé. Tout citoyen cubain doit demander un permis aux autorités pour sortir du pays. Rivero précise que sa dernière sortie de Cuba remonte à 11 ans et que, depuis 1996, à chaque année, un permis de sortie lui a été refusé. Depuis quelques mois, admet Rivero, les restrictions se sont quelque peu relâchées pour les journalistes.

Pyongyang s'assouplit

(Reuters) — La Corée du Nord a confirmé qu'elle gèlerait ses essais de missiles balistiques pendant toute la durée de ses négociations avec les Etats-Unis. Les Etats-Unis ont allégué le 17 septembre leurs sanctions contre la Corée du Nord et autorisé notamment les transactions commerciales dans le domaine des biens de consommation. En contrepartie, selon l'administration américaine, Pyongyang s'était engagé à ne plus procéder à des essais de missiles à longue portée, ajoute l'administration américaine.

Andreotti acquitté

(AP) — Après plus de trois ans de procès, l'ancien président du Conseil italien Giulio Andreotti a été acquitté hier pour le meurtre d'un journaliste italien en 1979. Après quatre jours de délibérations, deux juges et six jurés ont conclu à l'absence de preuves permettant de condamner Andreotti, l'un des plus puissants hommes politiques italiens. Aujourd'hui âgé de 80 ans, le chrétien démocrate Giulio Andreotti avait été président du Conseil à sept reprises et est désormais sénateur à vie.

Les Serbes du Kosovo veulent leur force de sécurité

(Reuters) — Les Serbes du Kosovo ont annoncé leur intention de créer leur propre force de sécurité si la communauté internationale ne revient pas sur son projet de transformation de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) en Corps de protection du Kosovo (KPC). Selon Nikola Kabasic, porte-parole du Conseil national serbe, composé de Serbes originaires du nord de la province, l'idée de transformer l'UCK en une force civile est inacceptable et aucun Serbe ne fera partie du KPC. L'acte fondateur du KPC a été signé lundi soir au terme d'après négociations entre l'ONU, l'OTAN et les dirigeants de l'UCK. La KFOR a expliqué que le KPC serait chargé de missions humanitaires et de reconstruction.

É D I T O R I A L

Questions sans réponses

Le rapport Arpin portant sur la complémentarité du secteur privé en matière de soins de santé a le mérite de faire le point sur les réformes en cours tout en proposant des correctifs susceptibles d'améliorer la qualité des soins. En revanche, attribuons à la modestie des moyens mis à la disposition du groupe de travail une certaine confusion quant aux méthodes suggérées pour faire face à la musique.

Le rapport, commandé par le gouvernement pour étudier les liens qui existent et qui devraient se développer entre le réseau public et le secteur privé en matière de soins de santé, dresse un portrait révélateur des changements survenus récemment. Plutôt en accord avec les réformes des dernières années, le groupe de travail avoue cependant que les compressions ont poussé le système à ses limites.

On y apprend des choses étonnantes, notamment que si le secteur privé accapare une plus grande partie des fonds consacrés à la santé qu'il y a dix ans, ce n'est pas parce que les gouvernements se sont désengagés en laissant la place au secteur privé, mais parce qu'ils ont davantage réduit leurs dépenses en santé que les individus qui, eux aussi, ont ralenti la cadence depuis la récession de 1991. Résultat: les dépenses publiques ont perdu des points au bilan (de 75 % à 70 % du total) au profit des dépenses privées (de 25 à 30 %) en santé.

Quant au contenu des services privés, encore là l'étude révèle qu'il y a eu très peu de substitution. Évidemment, tout le monde a en tête les soins à domicile, la désassurance des soins dentaires pour les enfants et des examens de la vue, mais dans l'ensemble, nous apprend l'étude, cela ne compte que pour une minime fraction des dépenses et ne permet toujours pas d'affirmer que les gouvernements se sont désengagés. En fait, la croissance des dépenses privées est surtout reliée aux coûts d'hébergement pour les personnes

âgées désormais plus nombreuses et au recours plus fréquent aux médicaments comme thérapie, ce à quoi le régime public d'assurance-médicaments est récemment venu apporter une réponse à long terme.

Pour l'avenir, le rapport observe que malgré une gestion toujours aussi serrée de la part des gouvernements, les dépenses en matière de santé sont appelées à croître en moyenne plus rapidement que la richesse collective (3 à 4 % par rapport à 2 % pour le PIB), ce qui nous oblige à réagir dès aujourd'hui pour éviter que la santé n'accapare une partie sans cesse croissante du budget des gens actifs qui financent le système public.

De ces constatations découle donc la recherche de nouvelles façons de faire, tant à l'intérieur du système public que dans ses rapports avec le secteur privé. Une meilleure collaboration de la main-d'œuvre pour réduire les coûts des services de soutien du réseau, une place plus importante pour le privé si nécessaire, diverses mesures pour une utilisation optimale des équipements, une reconnaissance de l'apport du secteur communautaire, etc. Mais jamais ne sont remis en cause les objectifs fondamentaux du système public. À tel point qu'il se trouve des acteurs importants du système public pour se demander si le groupe de travail n'a pas poussé le zèle un peu loin en proposant à plusieurs reprises dans le rapport que l'on resserre la réglementation pour ceci, que l'on uniformise cela, y compris dans le cas des services rendus par le secteur communautaire qui n'a pourtant pas les moyens financiers de répondre à toutes les exigences et contraintes du secteur public.

Cela dit, les recommandations du groupe de travail ne sont malheureusement pas toutes aussi claires qu'elles y paraissent à première vue. Le meilleur exemple est cette suggestion dont on a beaucoup parlé de créer des mégacliniques privées qui seraient non seulement «affiliées» au réseau public, ce qui est fort bien, mais aussi placées sous la responsabilité directe du conseil des professionnels et médecins de l'hôpital du secteur, comme si elles faisaient partie de l'hôpital.

Au *Devoir*, nous avons depuis longtemps montré du doigt l'absence de cliniques intermédiaires, entre la petite clinique privée (ou le CLSC) et l'urgence de l'hôpital. Un lieu bien équipé pour recevoir des cas variés plus sérieux mais qui n'exigent pas une hospitalisation. Des cas de fractures, par exemple, ou d'interventions chirurgicales mineures. S'agit-il de ce type d'environnement que l'on propose de créer? Si oui, la proposition mérite d'être étudiée de près.

Par contre, s'il s'agit de substituer des mégacliniques privées aux futurs centres ambulatoires des hôpitaux qui sont toujours sur les planches à dessin des régies régionales, alors c'est tout le rapport Arpin qui prend une teinte différente.

Ce qui nous amène à poser le problème, c'est que nulle part dans le rapport il n'est fait mention des futurs centres ambulatoires qui doivent être construits bientôt pour faire partie intégrale de l'hôpital de demain. C'est dans ces centres ultramodernes, annexés à l'hôpital, que se feront les interventions d'un jour d'une certaine complexité. Or, entre ces centres et les mégacliniques, le rapprochement est à ce point troublant sur papier qu'on se demande si l'idée du groupe de travail n'est pas de remplacer les uns par les autres. Auquel cas, on ne voit pas comment de telles cliniques privées, placées sous la responsabilité des professionnels de nos hôpitaux et répondant aux mêmes normes de service, seraient moins coûteuses ou plus efficaces que les centres ambulatoires hospitaliers.

Au cours des prochaines semaines, ce sera au tour de la ministre de la Santé, Pauline Marois, de nous dire comment elle interprète les recommandations du rapport Arpin. Peut-être en saurons-nous alors un peu plus des intentions réelles du gouvernement?

jrnsansfacon@ledevoir.ca

LE DEVOIR

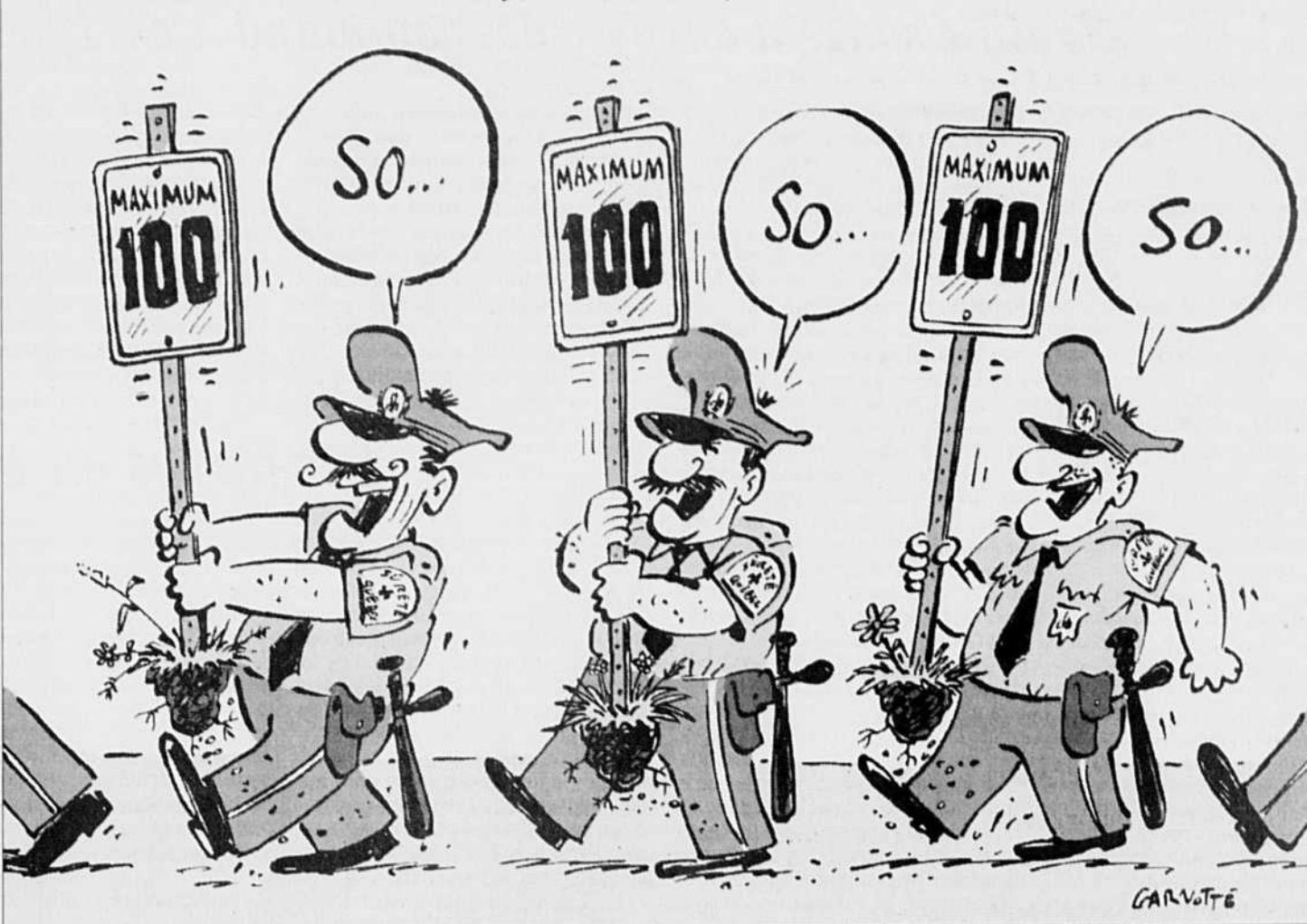
FONDÉ PAR HENRI BOURASSA

LE 10 JANVIER 1910

FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFACON
 Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
 Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
 Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
 MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBE

L'AUTOMNE DE TOUTES LES PANCARTES...



L E T T R E S

Anniversaires et patrimoine

Les anniversaires se multiplient. Il n'y a pas que l'an 2000. Bien d'autres sont en route. Faut-il s'en plaindre? Mais non! Au contraire: les anniversaires encouragent la mémoire, et la mémoire, «sentinelle de l'esprit», demeure un ferment de vie. Qui ne se souvient pas meurt d'asphyxie! Pays sans mémoire, place sans garnison! aurait dit nul autre que Napoléon.

«Je me souviens» qu'il y a dix ans décédait à Québec Luc Lacourcière (1910-1989); il y a 30 ans mourait Marius Barbeau (1883-1969). Deux géants de la tradition orale.

Deux Beaucerons, ce qui n'est pas sans ajouter à leur noblesse! Chacun à sa manière, l'un le maître, l'autre le disciple, n'a cessé de diffuser son savoir ethnologique.

Plus verbal, plus international, appuyé par diverses institutions gouvernementales, Marius Barbeau multiplie les interventions orales et écrites. Son disciple ne cesse de rendre hommage à son maître.

Mais Lacourcière est plus secret, plus confidentiel; il cherche avant tout la formation des jeunes chercheurs; l'enquête sur le terrain à laquelle il participe demeure toujours sa préférence. Il est en outre collectionneur, bibliographe; finalement, il s'intéresse au conte.

Il voudrait tout vérifier, tout savoir, mais est-ce possible? Il meurt sans aller au bout de sa recherche. Marius Barbeau, plus démocrate, a compris qu'il fallait à mesure livrer son savoir, quitte à laisser à d'autres le champ ouvert avec le risque de la répétition. Ainsi fonctionne souvent la mémoire scientifique: à coups de citations reçues.

Aujourd'hui que la culture populaire visuelle semble prendre la relève sur la culture orale, l'écrit demeure malgré tout d'une évidente nécessité, il est bon de nous rappeler l'héritage oral si soigneusement conservé à l'Université Laval de Québec, à Ottawa, à Moncton, au Centre de folklore à l'Université de Sudbury (Ontario), et ailleurs sûrement.

La mémoire de ces deux géants du savoir populaire que furent Barbeau et Lacourcière nous invite à remercier ceux et celles qui, encore sur le terrain, s'efforcent d'en perpétuer le souvenir.

Grâce aux nouvelles techniques, un bel avenir est promis au savoir populaire et à ses diverses expressions. Eh oui, il est possible, toujours possible, de

ressusciter, et en peu de temps, cette richesse merveilleuse d'une culture populaire qui inspire encore, et à bon droit, les tenants de notre patrimoine oral.

Benoît Lacroix

Montréal, septembre 1999

Le message des jeunes dans la rue

Je sors tout juste d'une rencontre avec la direction de mon école, qui me menace de sanctions disciplinaires pour avoir pris la parole et un certain leadership au cours d'une des récentes manifestations des jeunes du secondaire. Cependant, le sentiment d'injustice que j'ai personnellement s'efface devant ma grande déception de ce que certains fauteurs de troubles aient profité de l'anonymat de la foule pour poser des gestes de vandalisme. Et je suis indignée bien plus encore par le fait que les médias n'aient parlé que d'eux, au lieu de faire écho au message que des centaines d'autres étudiants tentaient de transmettre pacifiquement à la société.

Où, une bonne partie des jeunes sont descendus dans la rue pour protester contre l'annulation d'activités parascolaires et l'abandon appréhendé du bal des finissants. Maladroite parce que spontanée, cette démonstration de colère des étudiants doit toutefois se comprendre comme une demande de réinvestissement dans l'éducation au secondaire. Il est intolérable, à mes yeux, comme à ceux de centaines de mes congénères, que le manque d'argent affecte les activités parascolaires, qui sont une partie importante de la formation au secondaire.

Au delà des fenêtres et vitrines cassées, des jets de pierre et des arrestations de manifestants, il y a un message à capter. Personne ne peut refuser de l'entendre parce que les jeunes du secondaire sont jeunes, justement. Et surtout, personne n'a le droit de présumer que leurs motifs sont futiles.

Marie-Claude Charbonneau

Étudiante au secondaire

Montréal, septembre 1999

Bell flexibilité

La présente est pour signaler un incident avec Bell Canada. C'est un peu cocasse, et en parfait conflit avec sa publicité. Après avoir fait une demande

pour avoir une ligne téléphonique, on m'a répondu que la seule possibilité, c'était une ligne téléphonique partagée à quatre personnes, *party line*, les restrictions étant les suivantes:

- obligation d'utiliser un appareil de Bell Canada;
- aucun télécopieur ne pourra être branché;
- aucun modem ou autre équipement de communication, donc pas question de se brancher à Internet;
- aucune boîte vocale n'est permise.

Bref, on m'a informé que la ligne téléphonique sera limitée à de simples conversations.

Puisque j'ai une compagnie incorporée, j'ai appelé le service commercial et lui ai demandé une ligne commerciale, ce qui est beaucoup plus dispendieux, mais je n'ai pas le choix si je veux avoir une ligne téléphonique viable.

On m'a répondu que c'était la même chose: ligne partagée pour mon commerce, seule option disponible. Je leur ai répondu: «Voulez-vous me faire croire que ce que vous m'offrez est une ligne où tous et chacun pourront écouter lorsqu'un fournisseur ou un client appelle? Pas le droit de télécopieur? Pas le droit de boîte vocale? Pas de connexion Internet possible pour mon commerce?»

Réponse: oui monsieur.

Pouvez-vous imaginer qu'une entreprise puisse fonctionner sans télécopieur, sans boîte vocale, sans connexion Internet et puisse être espionnée par le premier venu?

Et cela, à l'entrée de l'ère 2000.

André Bérubé

Rédacteur technique chez Teknor

Montréal, 20 septembre 1999

Le courrier de nos lecteurs

Nous publions dans cette section de la page éditoriale une sélection de lettres des lecteurs. Les lettres sont envoyées à l'adresse suivante: Courrier des lecteurs, *Le Devoir*, 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal H3A 3M9, ou encore, si par courriel, à: lettres@ledevoir.ca.

Toutes les lettres doivent être signées et comporter l'adresse et le numéro de téléphone ou le signataire peut être joint. Elles doivent éviter les attaques personnelles. Nous retenir en priorité les lettres courtes et dactylographiées.

REVUE DE PRESSE

La bouffe Frankenstein? Bonne pour nous.

ANTOINE ROBITAILLE

La «bouffe Frankenstein», vous connaissez? L'expression a été inventée dans une Europe en proie aux grandes peurs alimentaires fin de siècle («vache folle», poulet à la dioxine, bœuf aux hormones) pour désigner les aliments faits d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Dans les deux principaux journaux du ROC (*rest of Canada*), l'expression est utilisée avec dérision. Pas une occasion n'échappe à *Globe and Mail* et au *National Post* de prendre la défense du «progrès scientifique» contre les «peurs irrationnelles». Le *Post* a sa brigade «anti-junk science» menée par Terence Corcoran. Ce dernier dénigrait au mois de mai les études du chercheur anglais Arpad Pusztai selon qui les pommes de terre transgéniques affaiblissent le système immunitaire des rats.

Par un éditorial au titre français, «Chacun a son goût» (*sic*), le *Post* revenait sur le sujet cette semaine. «De notre côté de l'Atlantique, nous acceptons facilement l'idée d'utiliser la technologie pour accroître l'efficacité agricole», écrit le *Post*. D'où viennent les réticences européennes? La culture nuit à l'agriculture, faut croire: «Là-bas, la nourriture et les rites de production sont considérés comme des éléments essentiels de la culture nationale.»

Devant ce fossé, «il n'est donc pas surprenant que le sommet sur les échanges internationaux des OGM, organi-

sé par les Nations unies, se soit terminé dimanche sur une impasse». Pour le *Post*, la position nord-américaine était la bonne: éviter les «émotions» et se limiter aux questions scientifiques. «Les représentants de notre continent ont soutenu avec raison que les OGM permettent des gains de productivité, qu'ils réduisent l'utilisation d'herbicide et endommagent moins les terres que les organismes non modifiés. De plus, aucune preuve n'a été faite qu'ils causent quelque tort que ce soit à la santé humaine (malgré les grands efforts déployés par les Européens pour aboutir à cette conclusion).»

La presse



du Canada

Bref, «on se reverra devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC)», lance en substance le *Post*. Inévitable conflit puisque «les Européens et plusieurs pays en voie de développement ne font vraiment pas confiance aux avancées scientifiques». Mais le *Post* ne s'inquiète pas: «Comme dans le cas du bœuf aux hormones, les Nord-Américains vont l'emporter.»

Cette position s'apparente à l'opinion du *Globe* exprimée dans de longs éditoriaux à la fin d'août. Le 16, il disait craindre que la poursuite d'un fermier de la Saskatchewan contre Monsanto (la grande multinationale des semences modifiées) contribue à faire grandir la suspicion à l'endroit des OGM au Canada. «L'opposition à la nourriture génétiquement modifiée est si forte en Europe que les consommateurs forcent les supermarchés à certifier qu'aucun OGM ne trouve place dans leur magasin. [...] Les

grands avantages de la nourriture génétiquement modifiée en matière de productivité agricole pourraient être menacés par une opinion publique aux peurs non fondées.» Le *Globe* allait toutefois plus loin que le *Post* dans la mesure où, selon lui, les Européens cachent leur vraie motivation: sous le couvert de «préoccupations pour la santé», ils voudraient tout simplement protéger leur production agricole moins efficace.

Mais les gens des «vieux pays» ne seraient pas les seuls à adopter cette stratégie. Le *Globe* déplorait, le 23 août, que le Canada lui-même, pour protéger son marché du lait, ait usé des mêmes stratégies. Il a interdit la somatotrophine, une hormone qui permettrait d'augmenter de façon importante la production de lait «sous prétexte que cette dernière nuisait à la santé des vaches». «La science est en marche. Elle avance de façon cohérente et logique, mais au même moment, le politique fait deux pas en avant puis un pas en arrière, usant d'hypocrisie pour masquer ses traces. Il n'y a pas de quoi être fier.»

Défaite des conservateurs manitobains de Gary Filmon, «doyen des premiers ministres provinciaux», cette semaine. Ils étaient nombreux à avoir des reproches à lui faire. Le *National Post*: «Il a succombé au mythe coûteux selon lequel la médecine socialisée peut fournir des soins de santé de qualité.»

Le *Ottawa Citizen*, lui, a trouvé Filmon mauvais perdant: «Il est légitime que M. Filmon soit déçu des résultats.

Mais son imitation de Jacques Parizeau était injustifiée et déplacée. [...] «Je ne pouvais croire que les Manitobains choisissent le non-programme du NPD d'où transpire le manque d'ambition», s'est plaint M. Filmon. [...] En remettant en question le jugement de ses concitoyens, M. Filmon a terminé sa carrière sur une note bien amère», conclut le *Citizen*.

L'impatience a cédé le pas à la colère devant la lenteur du premier ministre Chrétien à rappeler le Parlement fédéral. Le *Post* s'indignait, hier: «Dans les dernières années, le gouvernement du Canada a été réduit, dans les faits, au cabinet restreint de M. Chrétien et à une poignée de conseillers non élus. En conséquence, le Parlement est devenu [...] une chambre d'enregistrement pour les politiques bérales.»

Le *Ottawa Sun*, cette semaine, affirmait être surpris que «Chrétien n'aille pas au bout de sa logique en se faisant sacrer empereur».

Le *Post* (et le *Sun* d'ailleurs) déplore le fait suivant: «Tous les enjeux pressants, comme la fusion des compagnies aériennes et l'immigration chinoise illégale, sont gérés sans que les législateurs du pays ne soient mis à contribution.» Le *Post* profite de l'occasion pour déplorer la dépendance des élus face aux chefs de parti et exiger des réformes. Même la mère de tous les Parlements, celui d'Angleterre, a su évoluer en ce sens, note le *Post*, «pourquoi pas le Canada?».

I D É E S

Nominations à l'Académie des lettres du Québec

Tout reste à écrire

Nous publions des extraits des discours que deux auteurs, qui viennent d'être élus membres de l'Académie des lettres du Québec, prononceront aujourd'hui devant les membres de l'académie. L'institution, présidée par Jean Royer, réunit des écrivains et intellectuels qui se sont illustrés par leur défense de la langue française. Louise Dupré est poète, romancière et essayiste. Elle a publié de nombreux recueils, dont *La Peau familière* et *Chambres*, ainsi que le roman *La Memoria*. Elle enseigne à l'UQAM. Pierre Nepveu est poète, romancier et codirecteur de la revue *Spirale*. Il est l'auteur du recueil de poésies *Romans-fleuves* et de l'essai *Intérieurs du Nouveau Monde - Essai sur les littératures du Québec et des Amériques*. Il enseigne à l'Université de Montréal.

LOUISE DUPRÉ

Écrire, c'est faire le pari que tout n'a pas encore été saisi de l'âme humaine. Qu'il reste un espace où de l'inédit peut prendre forme. Espace qu'on cherchera à construire résolument, de texte en texte, de livre en livre.

Tout n'a pas encore été écrit, non. Et en cette fin de millénaire où nous vivons de profonds changements, où l'individu, la famille, la société sont bousculés, tout reste à écrire de la psyché et des rapports humains. Tout reste à écrire encore aujourd'hui, au Québec, où la moindre question soulevée risque d'être interprétée comme une trahison à la Cause, quelle qu'elle soit.

Tout reste à écrire aussi pour les femmes, qui commencent seulement à être un peu plus près d'une parole à elles. Encore aujourd'hui, «*écrire "je suis une femme" est plein de conséquences*», selon l'affirmation de Nicole Brossard.

Il me semble en effet que l'époque actuelle ouvre une place de plus en plus importante au désir de briser les modèles. On ne peut plus aborder de la même façon l'amour, l'érotisme, la folie, la maladie, la mort ou la spiritualité, dans une civilisation de plus en plus complexe où la grande liberté dont on bénéficie, du moins en Occident, se paie par ce que Julia Kristeva appelle «*les nouvelles maladies de l'âme*», c'est-à-

dire ce profond malaise venant d'une déshumanisation des rapports, sous le signe de la consommation immédiate, du paraître, des lieux communs, des clichés. Une civilisation où l'exacerbation de l'individualité se fait paradoxalement par une perte de la subjectivité.

Écrire, plus que jamais, nécessite de se placer contre. L'écrivain, l'artiste, l'intellectuel sont des résistants. Tant mieux si, le temps d'un livre, nous avons du succès. Mais nous savons que nous naviguons à contre-courant et que notre voix est fragile et précaire, entermée qu'elle est par les chansons préfabriquées, les animateurs tout sourire qui défilent à la télévision, les bruits des reportages de guerre qui semblent post-synchronisés tant ils ressemblent à ceux que nous entendons dans les films.

Aujourd'hui, il ne nous viendrait plus à l'esprit d'affirmer qu'écrire, c'est faire la révolution. Mais il n'en demeure pas moins que l'écrivain vit à l'écart, il fait entendre une voix discordante qui s'inscrit contre le plus grand nombre, c'est-à-dire la multitude qui fait la loi des cotes d'écoute et des sondages. Et qui justifie les décisions autant politiques que culturelles. L'écriture est un geste d'engagement. Même si l'écrivain est sans cause.

Car au moment où l'on prend la plume, on essaie de voir le plus clairement possible, sur l'échiquier social, l'espace qu'il nous reste pour bouger. L'écriture ne peut pas être innocente. [...]

PIERRE NEPVEU

Je m'étonne que ces petites observations sur l'écriture et la lecture me viennent de *Michel Strogoff*, un livre que je n'avais pas rouvert depuis 40 ans. Mais puisque l'académie qui me reçoit avec tant de bienveillance aujourd'hui se rattache et s'identifie à cette réalité culturelle, historique, nationale qu'est le Québec, une réalité à laquelle je dois beaucoup et suis profondément attaché, je ne peux manquer de m'interroger, peut-être un peu paradoxalement, sur la Russie de *Michel Strogoff*. En effet, s'il est vrai que j'allais assez rapidement par la suite faire la découverte de la poésie québécoise, ce qui devait avoir des conséquences décisives pour mon avenir, il reste que les plus grandes émotions littéraires que j'ai vécues dans mon adolescence et ma première jeunesse ont été des émotions russes.

Est-ce à cause de *Michel Strogoff*? Peut-être. Mais chose certaine, je ne peux nommer de livres qui m'aient autant marqué et bouleversé, à cette époque, que *Crime et châtiment* de Dostoïevski, *Anna Karénine* de Tolstoï ou *Le Nez* de Gogol. Je ne peux décrire l'exaltation que j'ai eue à la découverte du plus russe des poèmes jamais écrits par un poète français, la *Prose du transsibérien* et de la petite *Jeanne de France* de Blaise Cendrars: «*En ce temps-là j'étais en mon adolescence / J'avais à peine seize ans et je ne me souvenais déjà plus de mon enfance / J'étais à 16 000 lieues du lieu de ma naissance / J'étais à Moscou, dans la ville des mille et trois clochers et des sept gares...*», premiers vers toujours magiques pour moi, début d'un long voyage, d'un persistant dépaysement.

Ainsi donc, la Russie fut mon premier exotisme, avant les Caraïbes et les Saintes-Maries-de-la-Mer, avant l'Espagne andalouse et la Toscane italienne, avant Marrakech et Paris-Texas, et bien avant Vancouver, San Francisco et São Paulo. Mais le terme d'exotisme est loin de me satisfaire, car il ne s'agit pas seulement de voyages, réels ou imaginaires. Je préfère parler de dépaysement et d'étrangeté parce qu'il y a dans ces termes une référence au pays et à l'identité. Peut-être d'ailleurs ai-je découvert les poètes québécois eux-mêmes, par la suite, avec des yeux un peu russes, avec des yeux quelque peu égarés et dépayés. Peut-être ma Russie imaginaire n'a-t-elle été que le premier d'une série de longs détours vers ma condition de Québécois et d'écrivain québécois, mais ces détours, je m'empresse de le dire, ils ne sont pas terminés et ne le seront sans doute jamais. En fait, je n'ai jamais pu me dire Québécois sans détours, sans revendiquer intérieurement une part d'incertitude et d'éloignement.

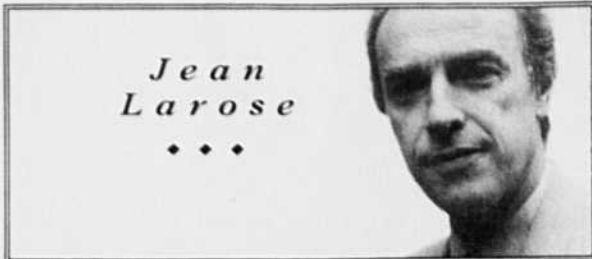
Je sais bien qu'il est presque trop facile, aujourd'hui, de revendiquer l'étrangeté et le dépaysement, que ce soit du point de vue d'un écrivain ou

même, plus largement, d'un citoyen. Le danger est que ces termes ne soient que des formules générales: vœux pieux, aspirations bien intentionnées à la pluralité, laissez-passer vers un cosmopolitisme coté bien haut à la Bourse des valeurs postmodernes. Mais comme l'a si bien dit le philosophe Emmanuel Lévinas, «*le pluralisme n'est pas une multiplicité numérique*» ni «*une relation générale*» qui ne serait aucunement qualifiée par des sentiments précis, des rapports de force, des situations concrètes. Aussi ajoute-t-il une remarque que je trouve admirable de lucidité et d'exigence, même si elle peut étonner à première vue: «*Le pluralisme suppose [...] que j'affronte l'autre*» à partir de mon égoïsme. Affrontement, égoïsme: on ne parle pas souvent du pluralisme et du rapport à l'autre de cette façon, et pourtant je suis convaincu qu'autrement, nous sombrons vite dans les bons sentiments, dans un illusoire mimétisme ou encore dans un pluralisme à la carte.

Nous savons, aujourd'hui, que les Québécois n'ont pas été aussi repliés sur eux-mêmes qu'on l'a dit. Seulement, notre rapport à l'autre, nous l'avons très souvent vécu en quittant notre propre espace, en nous déportant ailleurs. Depuis le premier peuplement, nous avons beaucoup voyagé, et nous avons beaucoup migré. Rarement en Russie ou en Sibérie, mais un peu partout ailleurs, de la Nouvelle-Angleterre à l'Asie. Par contre, des obstacles de divers ordres, dont nous ne sommes qu'en partie responsables (mais cette partie est réelle), ont fait en sorte que nous n'avons pas connu autant que nous aurions dû cette confrontation avec l'autre non pas ailleurs mais ici, sur notre propre terrain, à partir de cet égoïsme qu'ont les individus mais aussi les peuples, et à partir duquel peut se produire un vrai décentrement, une vraie création.

Je crois que nous sommes plus que jamais en train de nous recréer de l'intérieur, de découvrir l'étrangeté au cœur de nous-mêmes. Comme écrivain, je me sens la tâche de ne pas vivre cela passivement, mais comme une inspiration, une quête, une tension, un travail. Je savais que je devais tôt ou tard comme Québécois rencontrer l'Américain, ce qui veut dire aussi le Canadien en moi, et il se pourrait que je doive à présent rencontrer le petit Russe. Cosaque ou Tartare qui m'habite, bien qu'il y ait plus de chance que ce soit plutôt un juif russe, ou un Italien, un Irlandais, un Anglais, ou encore un homme des Caraïbes, ou même, ô surprise, le Français dont on m'a tant parlé et que j'ai, somme toute, si peu rencontré, si peu affronté et qui m'a si peu habité, je veux dire vraiment habité, dans mon for intérieur, là où je n'ai pas à crier sur tous les toits que j'existe parce que c'est là que j'existe, tout simplement.

Comment ne penserais-je pas, en un tel instant, à ce beau vers inaugural de Gaston Miron: «*Me voici en moi comme un homme dans une maison*». J'aime penser aujourd'hui que cette maison est habitée par plusieurs.



L'humanité de Duplessis

L'Église, fille aînée de Duplessis, ne veut pas faire d'excuses. On devine qu'elle se braque aux récits de certains «orphelins», dont l'enfance fut si atroce que les institutions religieuses qui les ont recueillis paraissent, à les entendre, des repaires sadiens où l'on n'aurait fait que les battre, les abrutir de médicaments, les violer.

L'Etat, qui a pourtant donné 75 millions aux Japonais internés pendant la dernière guerre, fait son Séréphin, n'offre que trois petits millions. Ah, s'ils s'appelaient «victimes du sang contaminé», ou «Indiens», ou «femmes auxquelles on a refusé le droit de vote», si ces victimes ne nous obligeaient pas à regarder derrière, dans les glauques années, et surtout à nous demander ce qu'il en reste aujourd'hui, nous aurions sans doute à leur sujet suivi le Protecteur du citoyen. Alors qu'au contraire son rapport généreux s'est attiré, au gouvernement et dans l'opinion, une rebuffade crispée.

N'en doutons pas, c'est au nom de Duplessis que le Québec se cabre. Ces orphelins sont mauvaises victimes, leurs gémissements irritent parce qu'en exigeant des excuses, elles font lever un spectre.

Duplessis ressemble à ces dieux d'une religion vaincue qui deviennent démons dans la nouvelle. Qui parlera au nom du mort-vivant? Le PQ n'a aucune envie de savoir qu'il est en train de perdre son auréole pour des cornes. Quant aux évêques, en présentant des excuses pour complicité de duplessisme, ils craindraient d'enterrer leur propre transformation en démons par l'anticatholicisme, lequel est en effet devenu si constant et obligatoire (et si lassant) qu'il est l'exact envers diabolique de la vénération constante et obligatoire (et lassante) d'autrefois.

Les sœurs aussi?

Si les évêques étaient moins prudents et plus justes, après des excuses aux orphelins de Duplessis, ils auraient ajouté: aux sœurs aussi, il faut présenter des excuses. Combien de femmes ont été fauchées par la redoutable machine à recrutement cléricale, qui réussissait, à force de harcèlement moral et de chantage au sacrifice, à attirer dans les ordres des jeunes filles sans vocation? Je suis allé à l'école chez les Sœurs de la Providence, je les ai aimées et en garde un souvenir ému et reconnaissant. Pourtant, comme tous ceux qui ont appris l'arithmétique en additionnant des chaplets et en multipliant des médailles, je ne peux sans un frisson d'effroi m'imaginer ne sortant jamais de là, sans défenseur dehors, entièrement livré au dévouement des religieuses, c'est-à-dire à l'humanité de Duplessis.

Certaines religieuses, victimes elle-mêmes, détenues elles-mêmes du système caritatif, ont pu vouloir venger leur vie perdue sur les orphelins. Confier à des femmes qui ont dû renoncer à l'amour les enfants de l'amour illégitime! On sait que c'est toujours aux femmes que le système patriarcal demande d'exciser les filles, et le zèle qu'elles mettent à trancher les parties dont elles-mêmes n'ont pu jouir! Horrible consolation de victime: en fabriquer une autre.

Le duplessisme de concentration

Un orphelin de Duplessis, c'est un enfant confié à ce qu'on pourrait appeler le duplessisme de concentration. Quel fut le projet éducatif du duplessisme de concentration? Évidemment, l'analphabétisme. Et la médecine du duplessisme de concentration? La psychiatrie de complaisance, parodie de science au service d'une comédie de paternité, chargée de maquiller les enfants illégitimes en malades mentaux. À l'humanité duplessiste, il fallait un fou au lieu d'un enfant, parce qu'un enfant était encore une trace des sexes qui s'étaient unis en dehors du mariage. Tout pour châtier le sexe des mères amoureuses, tout pour mutiler une seconde fois celui des mères violées — à travers le fruit de leur «crime» (lire l'histoire bouleversante de Pauline L. F. dans *Le Devoir* du 10 avril dernier).

Pour savoir ce que le Québec doit aux orphelins de Duplessis, il faut rappeler ce qui offusque notre mémoire, descendre avec eux dans leur enfer en tant qu'il fut la réalisation concentrée de ce que le reste de la société n'a subi que dilué. Pour les comprendre, il faut prendre au sérieux les écrivains qui ont dit que la figure dominante de l'incoscient canadien-français sous Duplessis était la mère supérieure. Non une quelconque religieuse, mais la mère absolument supérieure, Yvette Première, épouse suave et castrante d'un homme en robe, l'infantilisant maman Plouffe qui interdisait à ses fils la souveraineté qui les affranchirait d'elle. Pierre Maheu écrivait en 1964 que son omniprésence «est la conséquence normale de la conquête, l'état normal d'un peuple dépossédé de son avenir». Drôle de démons. Qu'en avons-nous fait?

Écrivez-nous !

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 7000 signes (y compris les espaces) ou 1000 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (*redaction@ledevoir.com*) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'indice synthétique de langue d'usage public (SLUP)

Le recensement devrait poser la question de la langue de travail

Néron jouait, dit-on, du violon. À Québec, dans leur tour d'ivoire, les penseurs de la langue jouent, eux, avec un logiciel.

CHARLES CASTONGUAY

Professeur de mathématiques à l'Université d'Ottawa
Dernier de deux textes

Nous avons vu, hier, que comparativement au PLOP de Statistique Canada et au GLUP, l'indice synthétique de langue d'usage public (SLUP) du Conseil de la langue française paraît faussé en faveur du français partout au Québec. Et que du point de vue du PLOP et d'une élémentaire rigueur scientifique, le GLUP et le SLUP sont tous deux faussés en faveur du français quant à la situation dans l'île de Montréal.

L'étude du CLF tombe malgré tout sur deux vérités qu'il est toujours bon de rappeler. *Primo*, la langue maternelle est, de façon massive, un déterminant majeur de la langue utilisée en public en matière de comportements tant généraux que sectoriels. L'autre déterminant majeur, encore plus décisif, est la langue d'usage à la maison. Prodiges! À force de tourner en rond autour de la langue, Québec a fini par redécouvrir la roue.

Cela confirme le bien-fondé de la construction du PLOP mis au point à Statistique Canada. Et cela confirme que la position du français vis-à-vis l'anglais comme langue d'usage public, et donc comme langue d'intégration, ne peut que pâtir de la baisse sensible du poids des francophones, langue maternelle ou langue d'usage à la maison, dans l'île de Montréal.

A ce propos, examinons l'évolution du PLOP depuis

1986 dans l'île. Pour mieux dégager la tendance, le tableau 1 présente le PLOP simplifié par la répartition égale du résidu français-anglais entre les segments français et anglais.

La tendance est claire. Selon le PLOP, le français recule comme langue publique dans l'île. Et l'usage de l'anglais augmente, en même temps que celui des autres langues. Le score PLOP du français a perdu en tout un peu plus de deux points de pourcentage depuis 1986.

S'il s'agissait du SLUP, cette tendance ne serait même pas significative, sa marge d'erreur étant justement de l'ordre de deux points de pourcentage, la variation ne serait pas perceptible. Le PLOP permet au contraire de conclure qu'il y a effectivement lieu de s'inquiéter pour la position du français en tant que langue commune dans l'île.

Néron jouait, dit-on, du violon. À Québec, dans leur tour d'ivoire, les penseurs de la langue jouent, eux, avec un logiciel.

L'étude SLUP a redécouvert une seconde vérité essentielle. De tous les comportements publics sectoriels, c'est la langue de travail qui a, et de très loin, la plus grande incidence sur la langue employée de façon générale en public. Cela aussi vaut la peine qu'on s'y attarde.

Le tableau 2 compare les réponses à la question du sondage Léger et Léger utilisé pour établir le SLUP sur la langue de travail à celles recueillies sur le même sujet en 1971 par la commission Gendron, puis en 1979 et 1989 par le CLF. L'étude SLUP nous avertit que cette comparaison serait douteuse parce que le questionnaire de mars 1997 diffère de ceux des sondages antérieurs. Qu'importe. La mise à jour de cet indicateur primordial a trop tardé. Osons donc regarder cela sous toute réserve.

Le tableau 2 suggère qu'à Montréal, le français aurait stagné comme langue de travail, sinon reculé quelque peu au cours des années 90.

L'opération SLUP ne nous a pas fait perdre que trois ans et demi. Combien nous a-t-elle coûté? La facture du sondage n'est que la pointe de l'iceberg. Ces ressources auraient mieux servi à mener une enquête approfondie sur la langue de travail.

Dans n'importe quelle société d'accueil, la langue de l'avancement socioéconomique est l'instrument d'intégration linguistique par excellence des immigrants. Le gouvernement Bourassa n'a pas eu besoin d'un logiciel dernier cri pour le savoir, comme en fait foi la loi 22. Le français y gagnerait si l'on ciblait mieux les objectifs de la politique linguistique au lieu de se taper des envolées lyriques sur une nébuleuse langue

d'usage public synthétique, à grands coups de «le-français-a-fait-des-progrès-mais-il-reste-du-chemin-à-faire».

Le français n'est pas une langue de bois! C'est une évidence que la situation actuelle n'est pas la même que celle du Montréal des années 50 ou 60. Mais quelles sont les tendances au cours des années 80 et 90? L'appareil gouvernemental semble tout faire pour en différer la prise de conscience.

Comme indice de langue d'usage public général, le PLOP suffit. En outre, l'énorme échantillon qui le soutient permettrait de l'analyser selon l'âge, le sexe, la profession, voire de réaliser des études longitudinales en suivant des cohortes d'immigrés d'un recensement à l'autre. Et de suivre l'évolution du PLOP dans des endroits névralgiques comme l'ouest de l'île de Montréal et l'Outaouais, qui paraissent décidément bien éloignés du perchoir du CLF.

L'avantage des données de recensement sur les résultats de sondage soulève une question d'actualité. Depuis 1971, le recensement nous informe sur la langue d'usage à la maison. Tous savent quelle richesse de renseignements on a pu en tirer. Québec devrait exiger que Statistique Canada pose enfin une question sur la langue de travail. Le contenu du recensement de 2001 se décide dans les prochaines semaines.

Quelles recherches ne pourrait-on faire avec cette information renouvelée à tous les cinq ans, sans dépendre d'organismes par trop inféodés au pouvoir comme l'est devenu le CLF? La pitoyable opération SLUP ne fait que reconfirmer à quel point notre connaissance de la situation linguistique profiterait de pareille démocratisation du savoir.

TABLEAU 2: POURCENTAGE DE LA MAIN-D'ŒUVRE SELON LE TEMPS DE TRAVAIL EN FRANÇAIS, RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL, 1971-97

	1971	1979	1989	1997
TEMPS DE TRAVAIL EN FRANÇAIS				
90 % ou plus.....	42.....	51.....	56	54
50 % - 89 %	27.....	26	29.....	26
49 % ou moins.....	31.....	23.....	15	20

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Yves d'Avignon (sports), Paule des Rivières (éducation), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Judith Lachapelle, Louise Leduc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Caroline Montpetit, Isabelle Paré (santé), Jean Pichette (justice), Odile Tremblay (Horizons), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Duclos et Christine Dumazet (lecteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographies); à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargon (théâtre, danse), Paul Cauchon (médias), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles), Brian Myles (cinéma), Jean-Pierre Legault, Clément Trudel (musique); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Benoît Munger, François Normand, Serge Truffaut, Claude Turcotte (correspondants parlementaires à Québec), Marie-Hélène Alarie (secrétariat à la rédaction), Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (communis), La documentation : Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante, Corneille (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlène Côté, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland, (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Martine Dube (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlène Côté, Christiane Legault, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Sébastien Saint-Hilaire (publicitaires), Manon Blanchette-Turcotte, Genevieve Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon, Martine Roban (secrétaires). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bedard, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Sébastien Saint-Hilaire (publicitaires), Manon Blanchette-Turcotte, Genevieve Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon, Martine Roban (secrétaires). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bedard, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Sébastien Saint-Hilaire (publicitaires), Manon Blanchette-Turcotte, Genevieve Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon, Martine Roban (secrétaires). L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne d'Arc Houde (secrétariat à la direction), Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Beliveau (secrétariat administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif) et directeur général.

